INSTITUT DE L'ELEVAGE idele

TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 329 - JUIN 2021

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 329

Viandes bovines
- Gros bovins
  - France
    - Une consommation de VBF toujours dynamique
    - Prix soutenus par la demande en VBF et le dynamisme du marché européen
- Jeunes bovins
  - Europe
    - Marché fluide
- Femelles
  - Europe
    - Les cours des réformes restent soutenus en Europe
- Maigre
  - La marché se tient avec une offre limitée
- Veaux de boucherie
  - Le veau résiste mais est toujours impacté par le covid-19
- Veaux nourrissons
  - Les cours remontent

Lait de vache
- Collecte laitière
  - Rétablissement en France et rebond dans l'UE-27
- Marché des produits laitiers
  - Évolutions contrastées des marchés laitiers

Viande ovine
- France
  - Un commerce plutôt modéré
- UE et monde
  - Une offre toujours limitée au sein de l'UE

Lait de chèvre et viande
- Lait de chèvre
  - Un marché domestique dynamique
- Prix du lait de chèvre
  - La composition du lait de chèvre booste le prix du lait payé aux livreurs

Où va le lait de vache collecté et transformé en France ?

Du mieux sur les prix

Dernière révision le 15 juin 2021

La demande croissante en viande bovine française et le contexte européen haussier soutiennent les cours des femelles. Le marché du jeune bovin s'est aussi allégé du fait d'une offre de mâles globalement en retrait en Europe.

Les cours des broutards mâles restent toutefois en retrait par rapport aux années précédentes, en lien avec une valorisation des mâles finis en Italie moins bonne que pour les femelles. La baisse saisonnière du cours du veau de boucherie est limitée, mais le secteur est confronté au renchérissement de l'alimentation lactée. La situation reste fragile pour les veaux nourrissons.

Viandes bovines » Gros bovins » France »

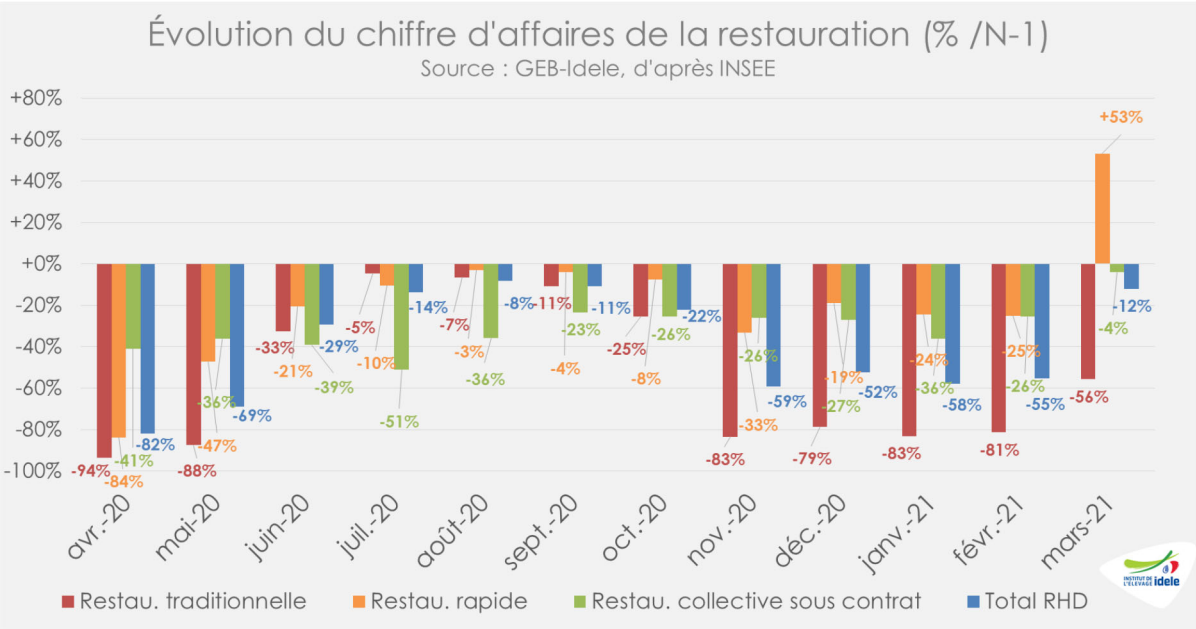
Une consommation de VBF toujours dynamique

Dernière révision le 15 juin 2021

Avec des restrictions qui commencent à être plus limitées, les achats au détail des ménages ont commencé à se réduire. Mais les dépenses alimentaires restent encore soutenues et devraient le rester en 2021. En attendant d'éventuels effets de la réouverture complète de la restauration, le commerce extérieur français de viande bovine s'est partiellement relevé en avril dernier. La consommation de VBF reste toujours dynamique.

La restauration rapide a moins souffert que lors du 1er confinement

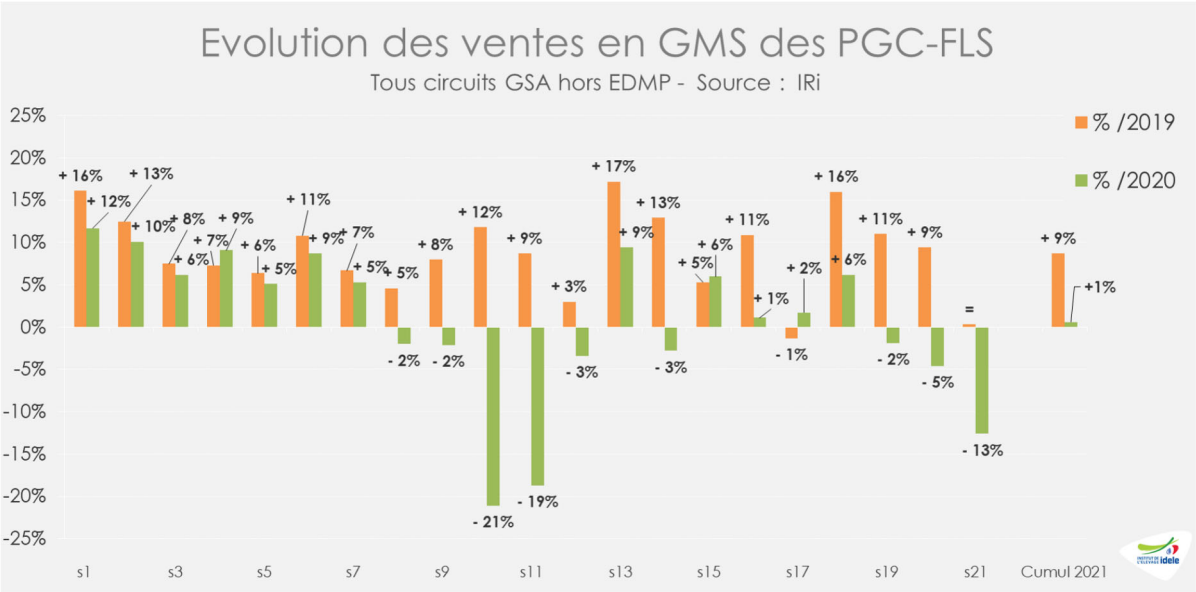
En mars 2021, le chiffre d'affaires de la restauration traditionnelle en France restait en retrait marqué par rapport à un mois de mars 2020 déjà affecté par le début du premier confinement (-56% /2020). Si la restauration collective a mieux résisté (-4%) grâce aux réouvertures partielles, la restauration rapide a clairement redressé la barre (+53%) grâce notamment à la vente à emporter et aux livraisons, interdites au début du premier confinement. Mais l'activité restait encore loin de celle d'avant pandémie (-12%).



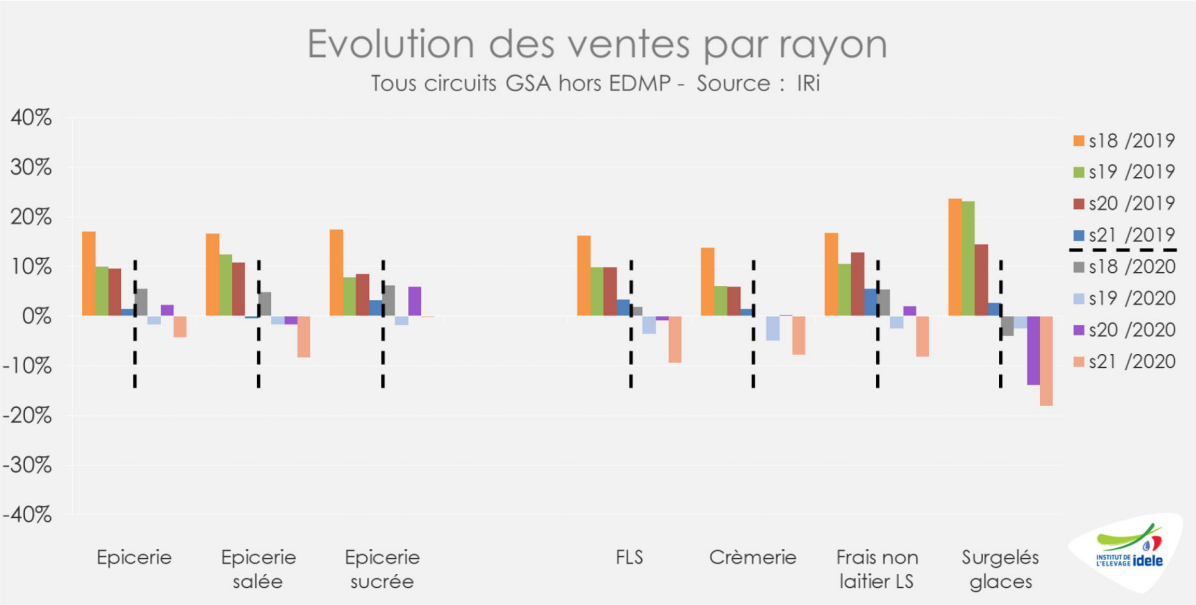
D'après IRi, plus de 1,6 milliard de repas ont été reportés en 2020 de la restauration vers les achats au détail (grandes surfaces alimentaires et spécialistes alimentaires). Les dépenses totales alimentaires des Français avaient reculé de -1% /2019 (grandes surfaces alimentaires, restauration et spécialistes alimentaires). Pour 2021, IRi prévoit que les dépenses alimentaires totales soient sur un niveau de progression dynamique (+4% /2020 et +3% /2019), grâce à deux principaux leviers : la réouverture prévue de la totalité de la restauration et un probable maintien d'une croissance forte des ventes des spécialistes (dont les boucheries artisanales).

Des ventes au détail de viande hachée toujours dynamiques

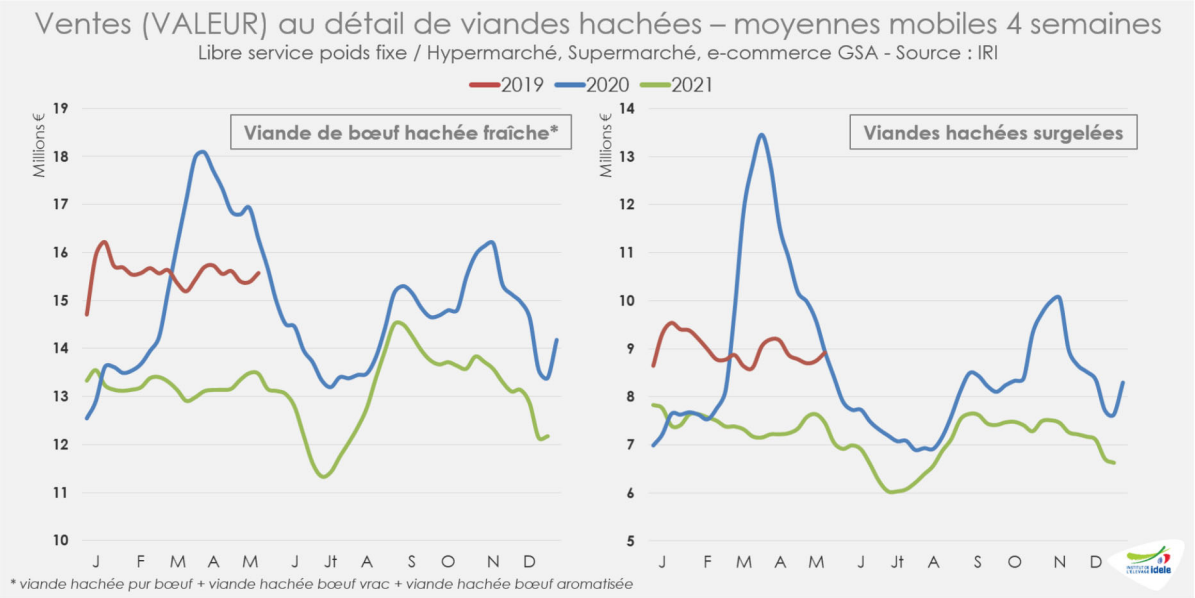
Sur la période la plus récente (s19 à s21), les ventes de produits de grande consommation et de produits frais en libre-service (PGC-FLS) ont fléchi par rapport à une période en 2020 marquée par les premières mesures de déconfinement. En cumul depuis le début de l'année, les ventes de PGC en GMS restaient cependant globalement en hausse par rapport aux deux années précédentes (+1% /2020 et +9% /2019).



Entre les semaines 18 et 21, les ventes de produits frais non laitiers (dont les viandes réfrigérées) comme de surgelés (dont les viandes congelées) restaient à des niveaux intermédiaires entre 2019 et 2020, avec un tassement en fin de période.



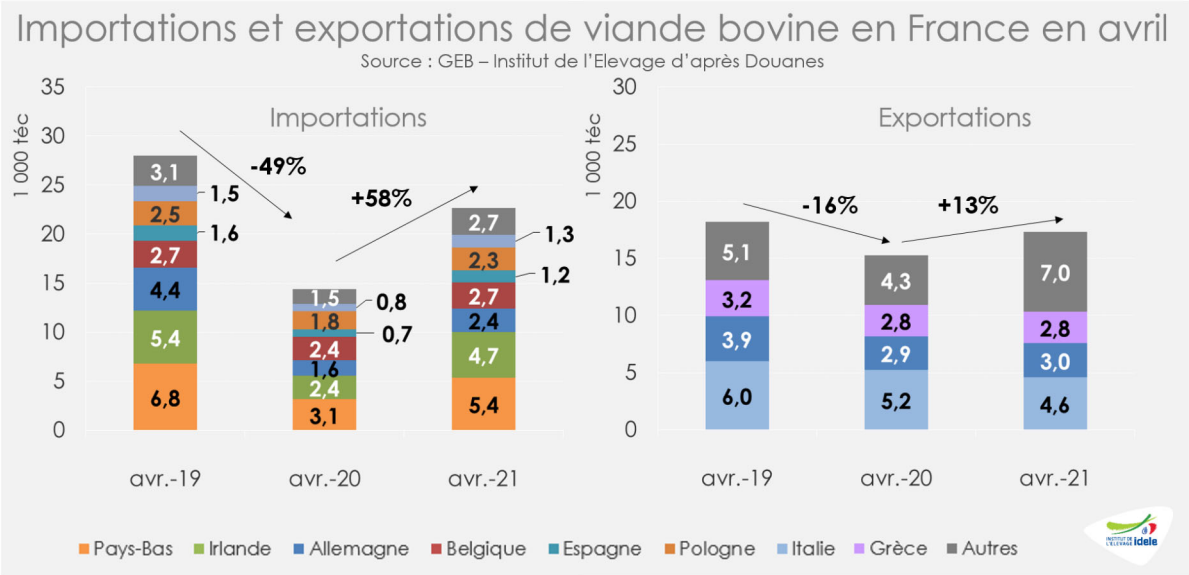
Les ventes de viandes hachées demeurent en valeur à des niveaux intermédiaires entre les deux années précédentes alors que les terrasses des restaurants ont rouvert le 19 mai (semaine 20), mais que la météo restait maussade jusque début juin. En semaine 20, les ventes de haché frais (-14% /2020, mais +14% /2019), comme de haché surgelé (-22% /2020, mais +19% /2019) restaient à des niveaux bien supérieurs à ceux d'avant la pandémie.



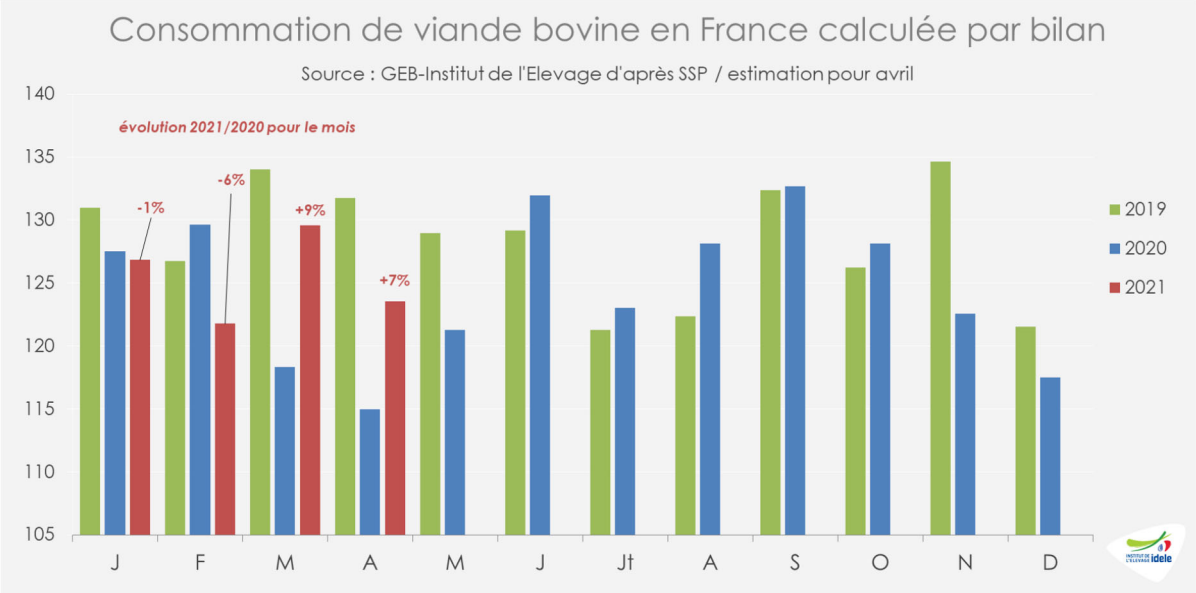
Redressement partiel du commerce extérieur français en avril

Par rapport à un mois d'avril 2020 marqué par un confinement strict, les **importations** françaises ont rebondi en avril 2021 d'après les Douanes. Mais les importations restent bien en deçà des niveaux constatés avant la pandémie : à 22 700 téc (+58% /2020, mais -19% /2019). Ce constat se vérifie pour toutes les origines.

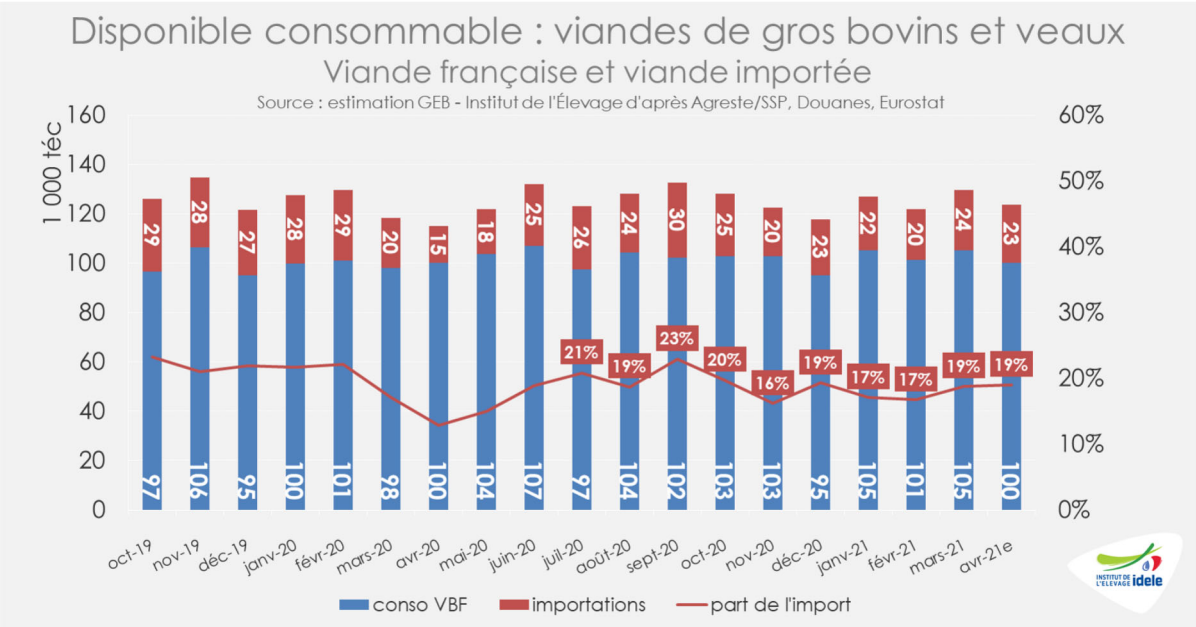
Les **exportations** françaises de viande bovine ont elles aussi rebondi, à 17 300 téc (+13% /2020 et -5% /2019) en avril 2021. Les envois ont légèrement progressé vers l'Allemagne (+2% /2020 et -23% /2019 à 3 000 téc) et la Grèce (+1% / 2020 et –12% /2019 à 2 800 téc). Elles ont progressé de façon plus marquée vers des destinations comme la Belgique (+32% /2020 à 2 200 téc) et les Pays-Bas (x3,3 à 1 700 téc). Les exportations ont cependant continué à s'éroder vers l'Italie (-13% / 2020 et –24% /2019 à 4 600 téc), qui reste notre premier client.



En avril 2021, **la consommation calculée par bilan** a de nouveau enregistré une hausse marquée par rapport à un mois d'avril 2020 de confinement strict : 121 600 téc ont été consommées (+7% /2020 mais -6% /2019).



Comme en mars, les importations représentaient 19% des disponibilités totales en avril 2021. La consommation de viande bovine française (veau inclus) est restée stable d'une année sur l'autre**. Sur les quatre premiers mois de l'année, la demande française de VBF aurait globalement progressé à 412 000 téc (+3% /2020 et +1% /2019).**



Attention toutefois, les effets des éventuelles variations de stocks, importantes à certaines périodes, ne sont pas intégrés dans cette estimation et la lecture mensuelle ne doit pas être sur-interprétée !

Viandes bovines » Gros bovins » France »

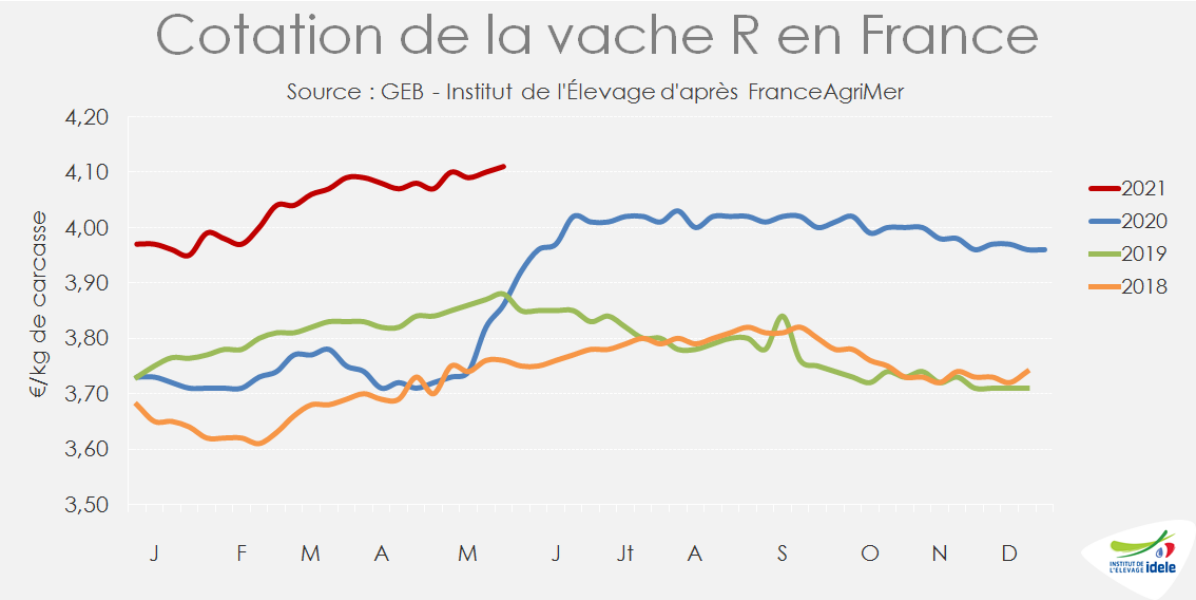
Prix soutenus par la demande en VBF et le dynamisme du marché européen

Dernière révision le 15 juin 2021

Les cotations des vaches restent soutenues par la demande croissante pour la viande française. Celles des JB se sont nettement redressées suivant le mouvement européen. Le marché est fluide.

La vache R à 4,11 €

La demande pour la viande française continue de soutenir les prix des femelles. En semaine 22, la vache U cotait 4,66 €/kg (+5% /2020 et +6% 2019), la vache R 4,11 €/kg (+6% /2020 et +6% /2019), la vache O 3,32 €/kg (+7% /2020 ; +1% /2019) et la vache P 3,07 €/kg (+7% /2020 et +4% /2019).

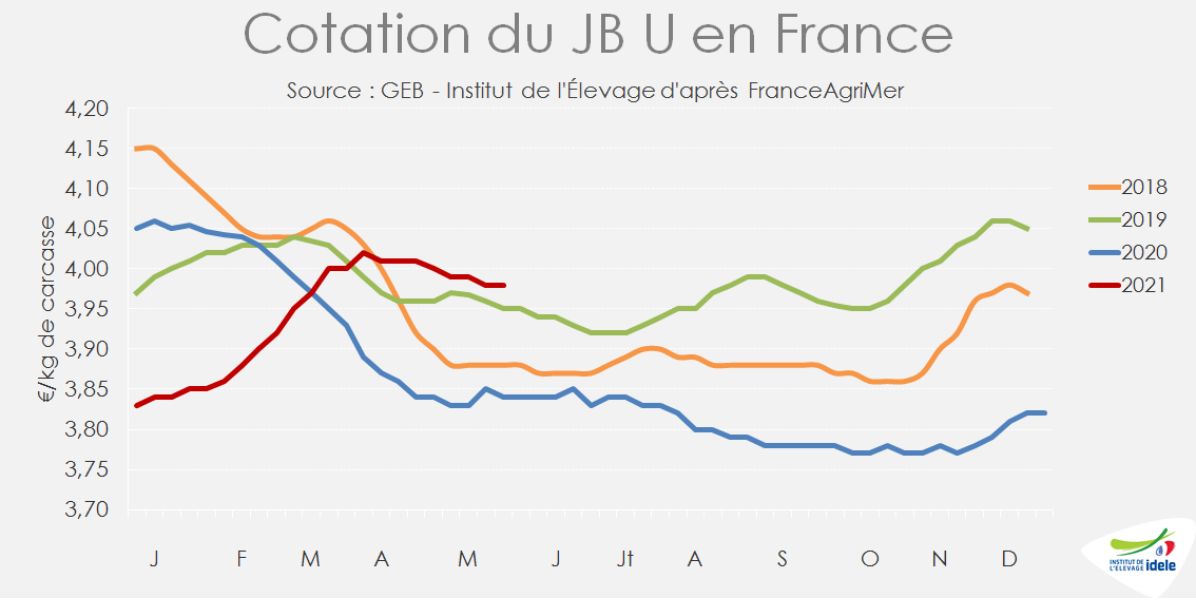


Certes la réouverture de la restauration, après de longs mois de fermeture, augmente la demande en viande importée. Mais, d'une part l'offre européenne de viande de réforme est elle-même restreinte, avec des prix élevés (lire l'article sur les femelles en Europe). D'autre part, la préférence pour la viande française progresse, notamment dans la restauration commerciale sous enseigne de chaîne.

L'offre de femelles abattues en France reste par ailleurs assez proche des niveaux des années précédentes : +1% /2020 et -2% /2019 pour les vaches laitières sur les semaines 19 à 22 ; -1% /2020 et +3% /2019 pour les vaches de type viande.

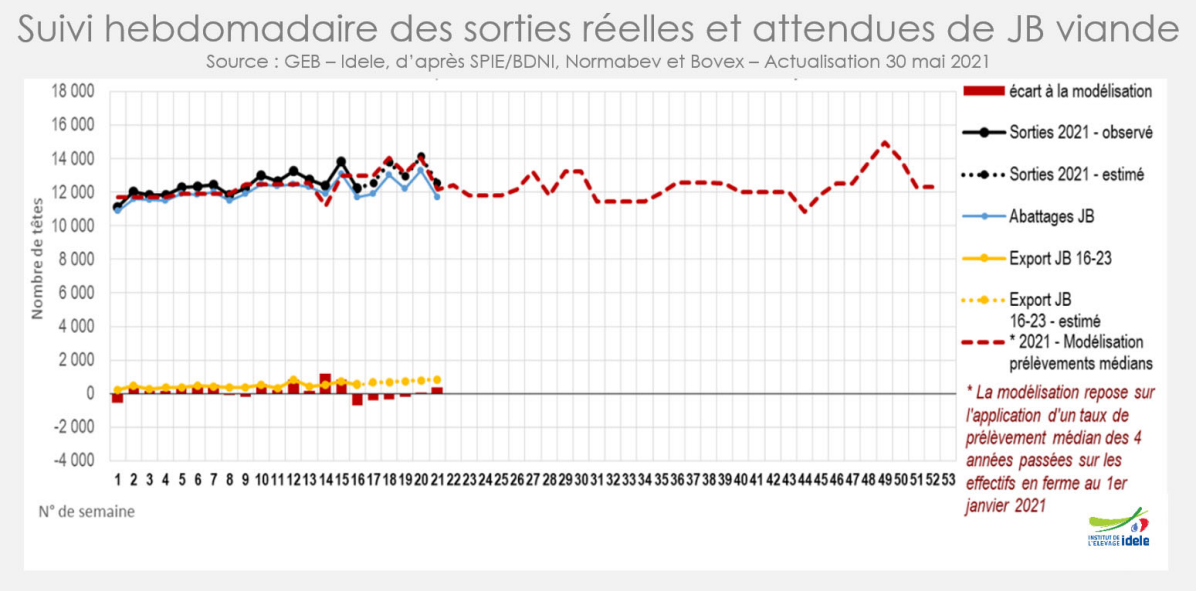
Marché fluide pour les JB

Les ventes toujours dynamiques vers l'Allemagne, où l'offre est en retrait, ainsi que la nette remontée des cours en Pologne et en Espagne (lire l'article sur les JB en Europe), ont permis aux cours des JB français de se rétablir bien au-dessus du niveau des années précédentes. Le JB U cotait 3,98 €/kg de carcasse début mai (+4% /2020 et +1% /2019), le JB R 3,80 €/kg (+4% /2020 et +1% /2019) et le JB O 3,36 €/kg (+3% /2020 et +2% /2019).



Les abattages de JB de type viande sur les semaines 19 à 22 étaient en hausse de +7% /2020 et de +5% /2019 d'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev. Ceux de JB de type lait étaient intermédiaires entre 2020 et 2019 (+3% /2020 et -2% /2019).

Par ailleurs, les sorties de JB depuis le début de l'année sont légèrement supérieures à la prévision issue du modèle MODEMO, ce qui traduit un rythme de prélèvement plus dynamique des mâles en ferme que la tendance des 4 années antérieures. Au 30 mai, le surplus cumulé des sorties par rapport à la modélisation depuis le début de l'année atteignait +3 800 têtes.



Viandes bovines » Jeunes bovins » Europe »

Marché fluide

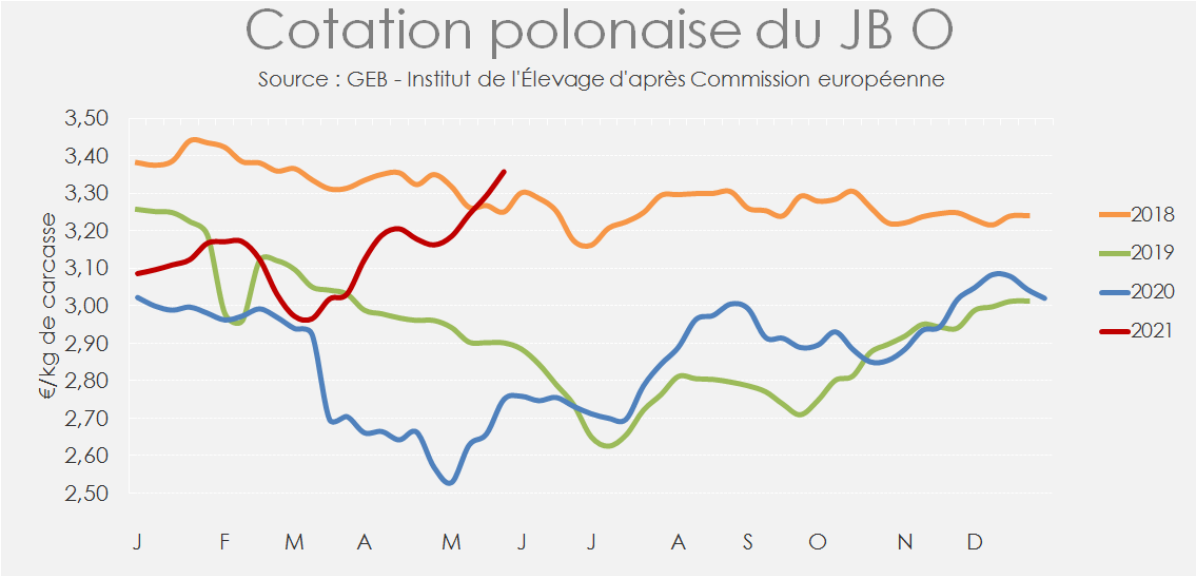
Dernière révision le 15 juin 2021

Avec moins de mâles à sortir cette année, le marché européen du jeune bovin est nettement plus fluide qu'il y a un an. Les prix polonais et allemands ont enregistré des remontées spectaculaires. Les prix espagnols ont retrouvé leur niveau de 2019. Les prix des mâles italiens frémissent tout juste maintenant.

Pologne : +40 centimes pour le JB O

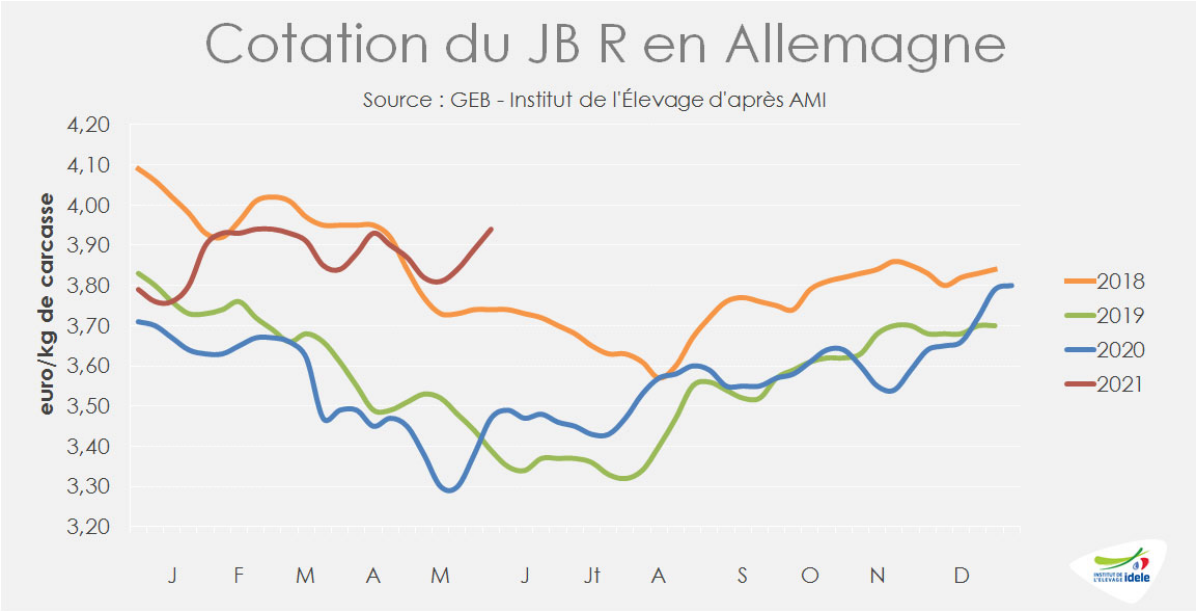
En **Pologne**, la cotation du JB O a gagné 40 centimes en 11 semaines pour remonter à 3,36 €/kg de carcasse en semaine 22 (+24% /2020 et +14% /2019). Elle dépasse même son niveau de 2018, avant les différentes crises ayant affecté la filière. Les quartiers arrière se sont particulièrement appréciés sur les 9 dernières semaines d'après les données de prix du ministère de l'Agriculture polonais. Ils sont passés de 3,54 €/kg début avril à 4,08 €/kg début juin.

Le plafonnement de la production polonaise, alors que les restaurants ont débuté leur réouverture en Europe, participe à cette belle remontée des cours.



Allemagne : Le manque d'offre tire les prix

Les prix des JB allemands, qui étaient déjà particulièrement élevés fin avril, sont repartis à la hausse en mai. Le JB R cotait 3,94 €/kg en semaine 22 (+14% /2020 et +16% /2019).



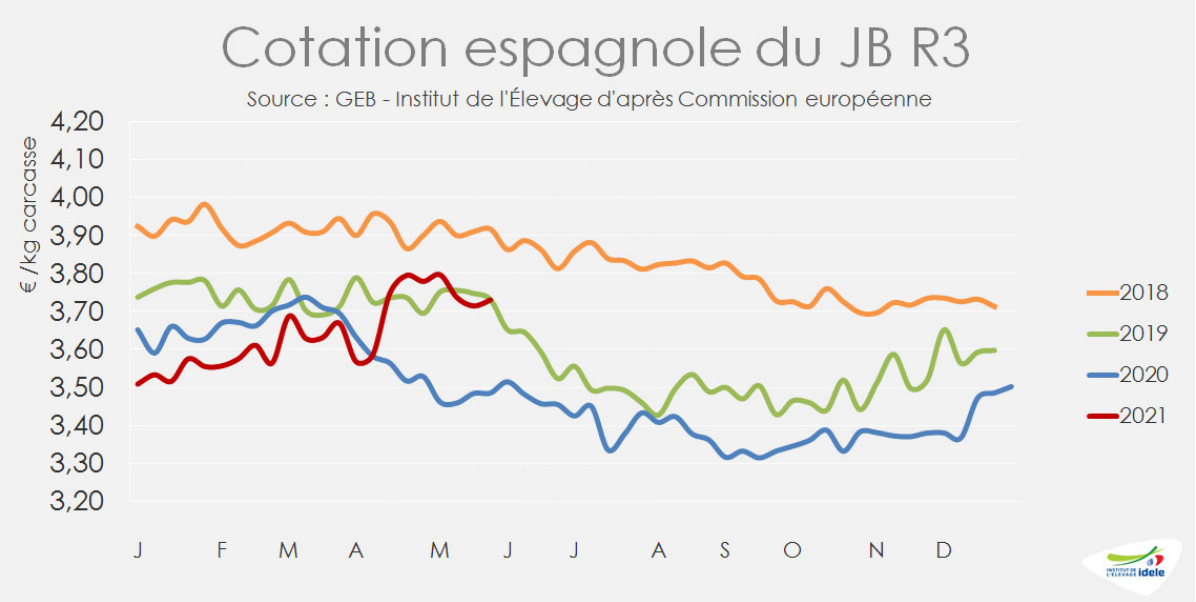
Les abattages de JB restent inférieurs aux niveaux des années précédentes en raison de l'érosion structurelle de la production. Sur les 4 dernières semaines connues, les abattages de taurillons étaient encore en baisse de -7% /2020 et de -14% /2019.

La consommation dynamique contribue également à tirer les prix. Les achats des ménages ont enregistré une forte hausse durant le premier tiers de l'année et le bœuf est la viande qui a connu la plus forte progression (+9% /2020 en volume et +11% en valeur) (lire l'article sur les vaches en Europe).

Espagne : des inquiétudes sur les coûts de production

En **Espagne**, La cotation du JB R a légèrement faibli après le Ramadan, mais reste proche de son niveau de 2019, à 3,73 €/kg de carcasse (+7% /2020 et = /2019). Les opérateurs rapportent que les avants se sont dépréciés pour retomber autour de 3 €/kg, mais que les déhanchés sont remontés autour de 6,50 € pour les mâles et 8 € pour les femelles, grâce à la réouverture des restaurants et à la reprise progressive du tourisme en Europe.

Les engraisseurs s'inquiètent toutefois de la hausse des coûts d'alimentation qui pourrait mettre à mal leur équilibre économique fragile.

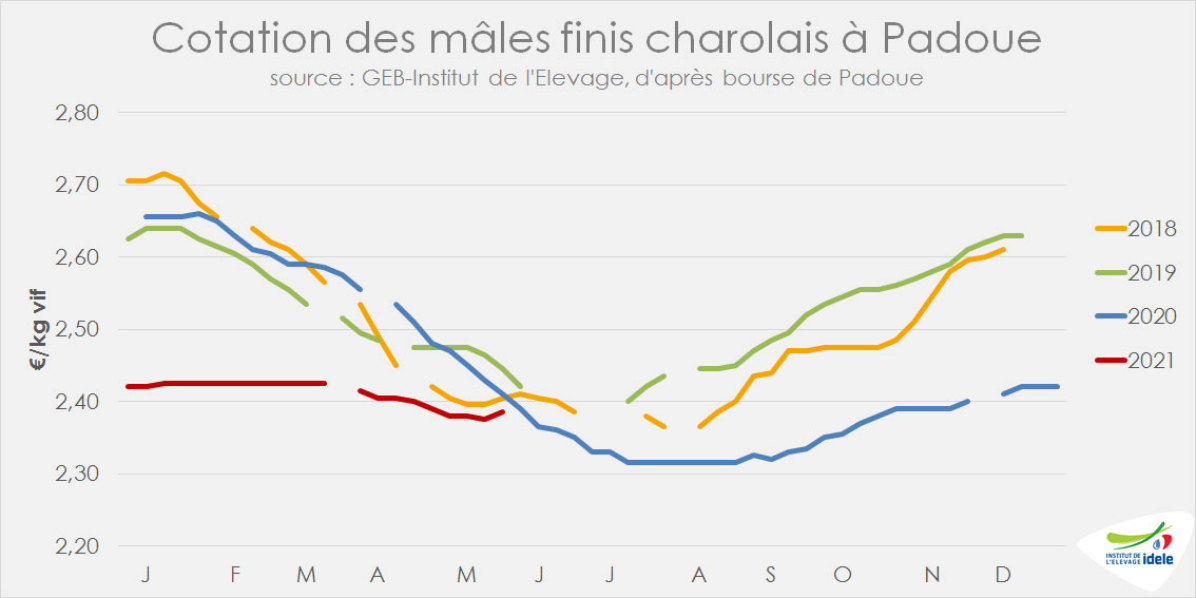


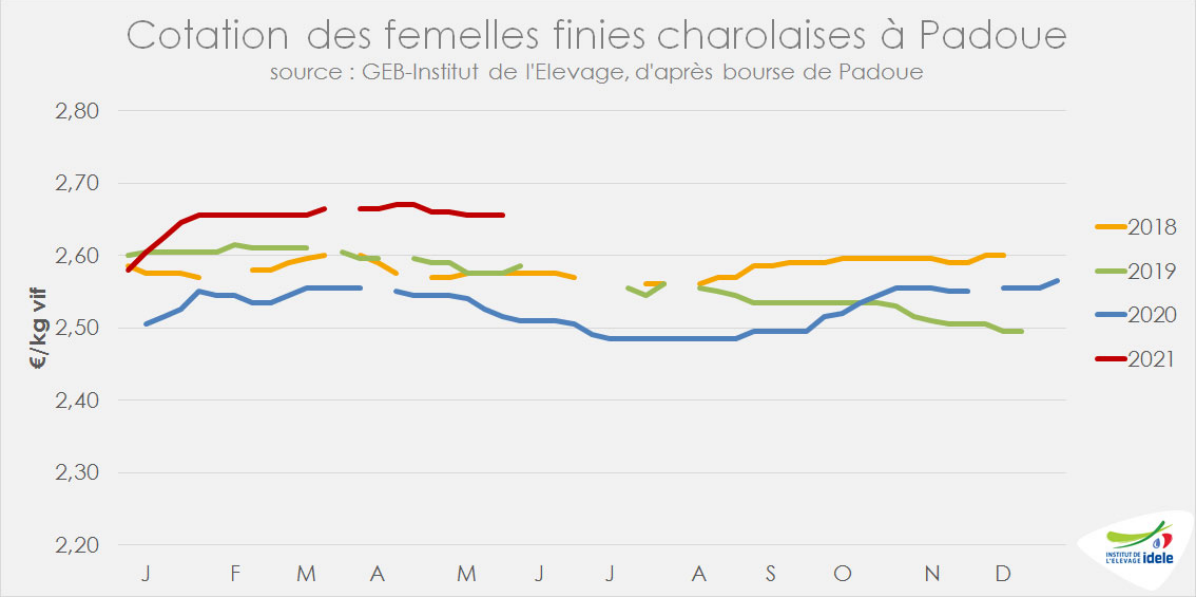
Italie : Les femelles mieux valorisées que les mâles

En **Italie**, les prix des mâles finis sont restés sous pression pendant tout le 1er semestre. Alors que la demande se porte vers toujours plus de viande de femelles, l'offre de mâles est restée relativement abondante, de nombreux broutards ayant été mis en place à partir de l'été 2020 quand les prix des mâles avaient fortement chuté.

La cotation des mâles charolais à Modène a été arrêtée car jugée non représentative par les opérateurs membres de la Commission de cotation qui n'arrivaient plus à s'entendre. Elle a été remplacée par 2 cotations, toutes deux inférieures à la cotation initiale.

Les cotations de Padoue, basées sur des remontées de prix des opérateurs sur une plate-forme en ligne avec des garde-fous, montrent bien la différence d'évolution entre mâles et femelles. A 2,39 €/kg vif début juin, la cotation médiane du mâle fini charolais restait inférieure aux années précédentes, alors que la femelle charolaise cotait 2,66 €/kg vif (+6% /2020 et +3% /2019)





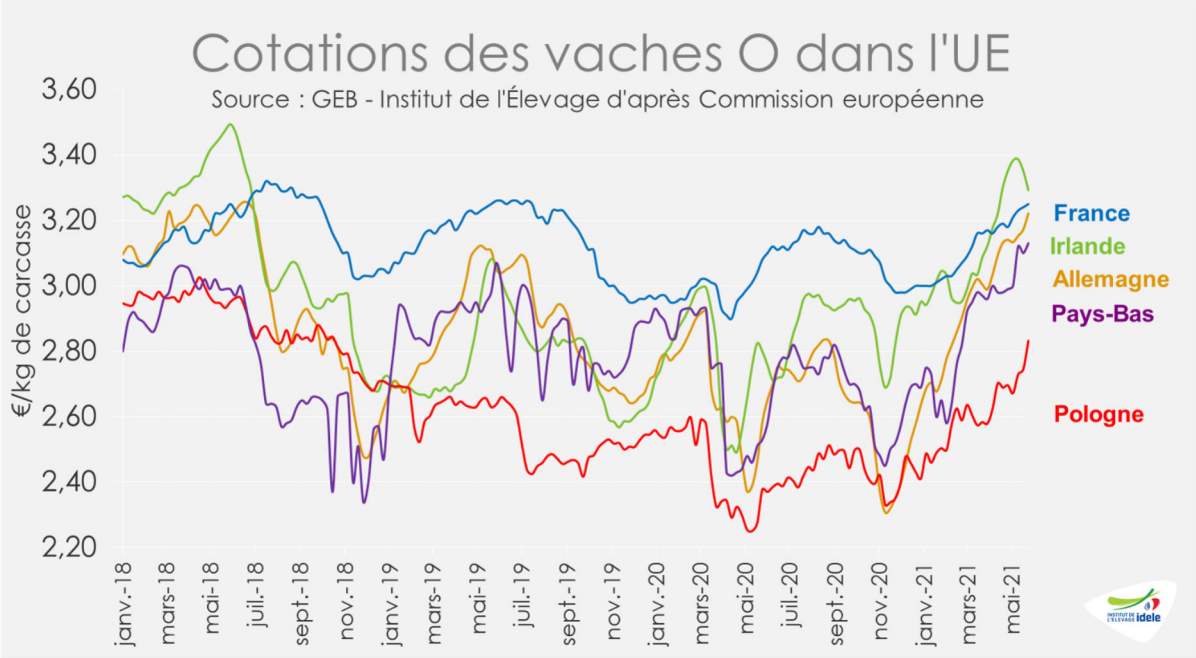
Avec la réouverture de la restauration et la reprise du tourisme, la viande importée devrait être réorientée vers les circuits de la RHD. Elle sera donc moins présente dans les circuits de détail, ce qui devrait participer à redresser les prix des jeunes bovins engraissés en Italie.

Viandes bovines » Femelles » Europe »

Les cours des réformes restent soutenus en Europe

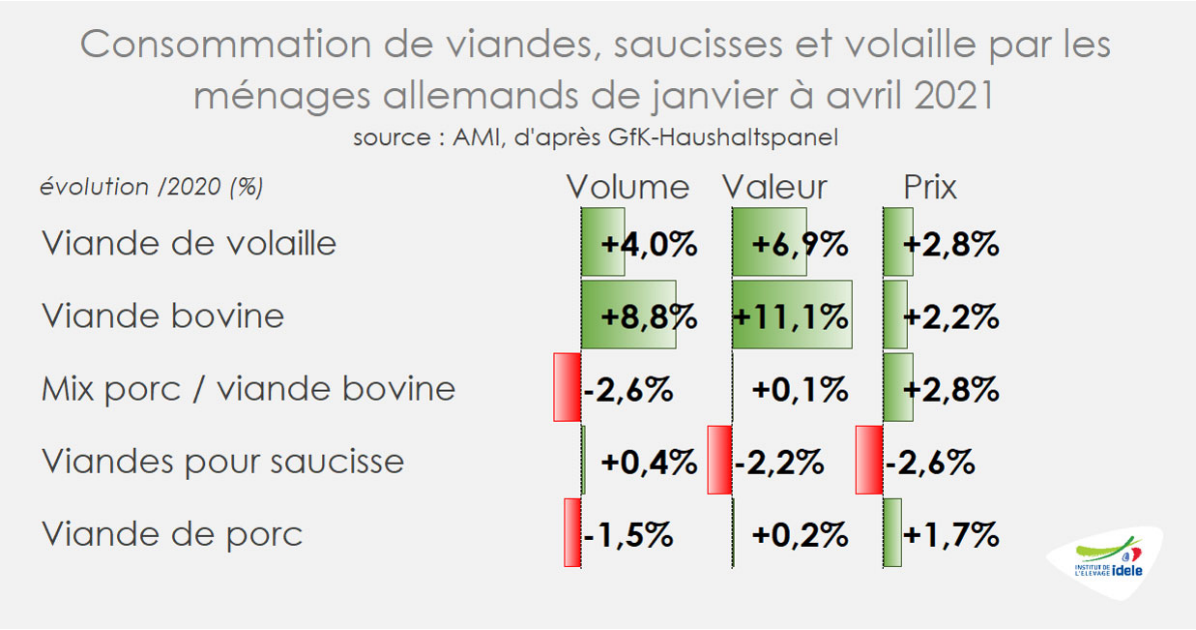
Dernière révision le 15 juin 2021

En Europe continentale, la poursuite de la hausse saisonnière des cours des réformes est corrélée à une offre plutôt contenue. Si les cours sont toujours relativement élevés en Irlande et au Royaume-Uni, la météo maussade les a pénalisés en mai.

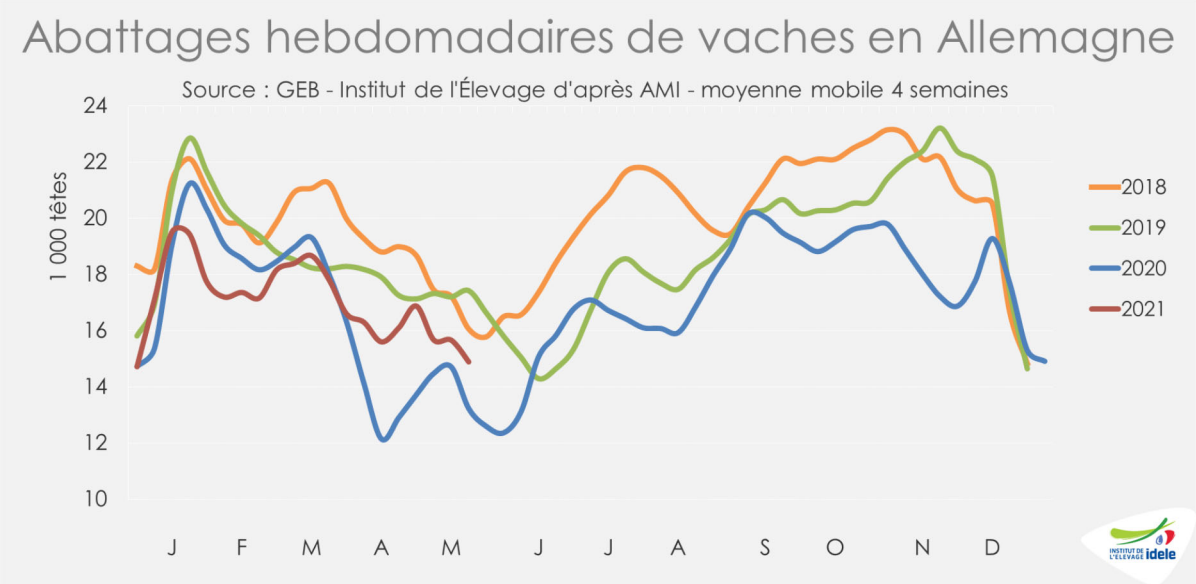


ALLEMAGNE : abattages limités et cours toujours en hausse

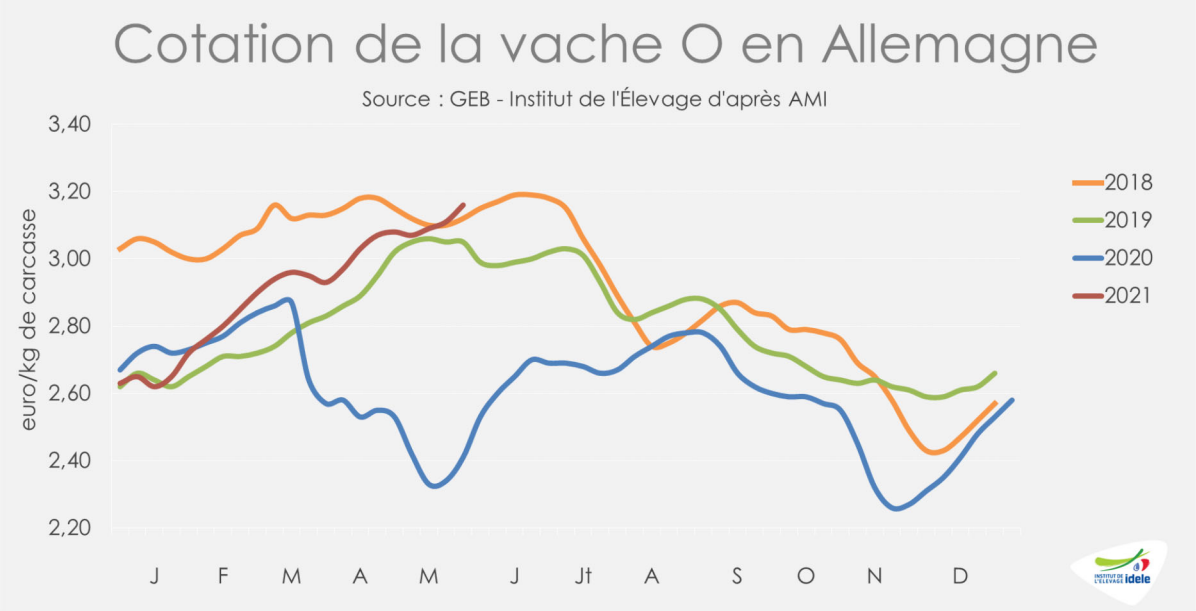
En **Allemagne** les ventes au détail de viande, de saucisses et de volaille sont restés élevés sur les quatre premiers mois de 2021 (+1% /2020), comparées à une année 2020 où les reports vers les ventes au détail avaient été exceptionnels dès la fin mars. La viande bovine reste celle dont les ventes ont connu la plus forte progression (+9%). La consommation de viande hachée mélangée, très demandée en début de confinement en 2020, est désormais en retrait (-3%). D'après AMI, la demande globale s'est nettement redressée à partir de la mi-mai et la réouverture des terrasses.



En parallèle, les abattages de bovins restent limités, notamment en femelles. En effet, l'offre locale en vaches ne répond pas à une demande soutenue des opérateurs. Sur les quatre semaines de mai 2021 (s.18 à 21), les abattages de réformes étaient bien inférieurs aux niveaux d'avant pandémie (+13% /2020, mais -15% /2019 et –15% /2018).



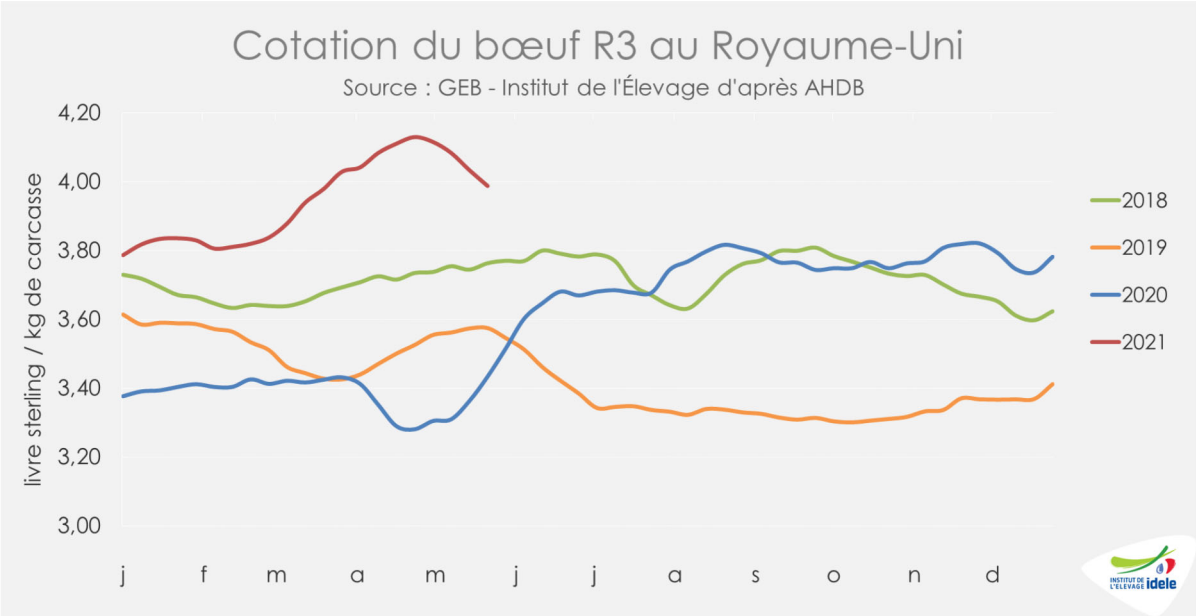
Les cotations ont donc poursuivi leur tendance à la hausse. En semaine 21, le cours de la vache O atteignait 3,16 €/kg de carcasse (+31% /2020 et +4% /2019), soit +8 centimes en un mois et +58 centimes depuis le début de l'année.



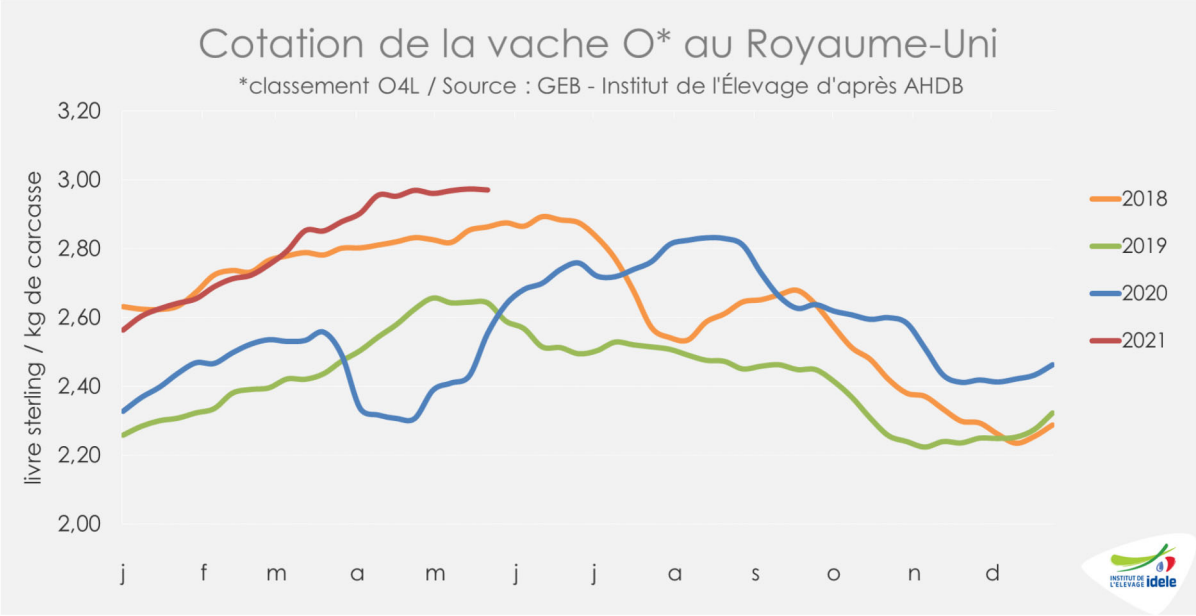
Selon AMI, avec une météo plus estivale en juin, l'intérêt des acheteurs pour les vaches de réforme pourrait diminuer au profit de la viande de porc ou de volaille pour grillade, comme c'est habituellement le cas en cette saison. Mais les cotations pourraient cependant rester soutenues dans les semaines à venir face à des sorties qui devraient rester faibles.

ROYAUME-UNI les cotations des réformes résistent

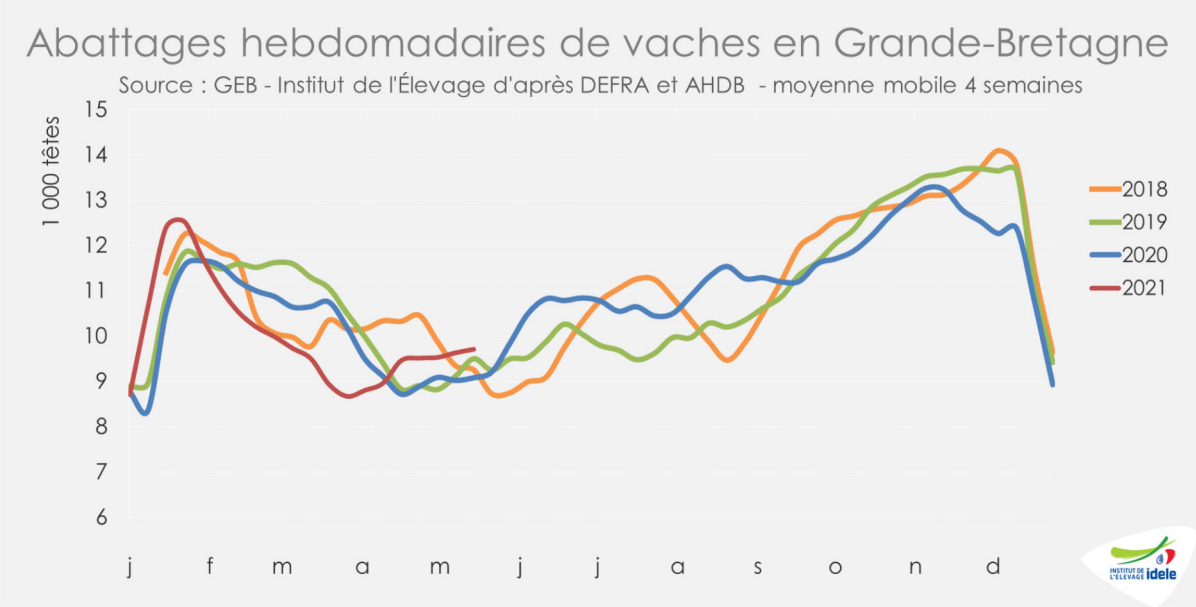
Au **Royaume-Uni**, les cotations des animaux jeunes (« *prime cattle* ») ont reflué après de nombreuses semaines de hausse. Malgré la réouverture des terrasses, le temps humide a limité les repas à l'extérieur. Le temps maussade de mai a freiné la consommation en limitant les barbecues habituels à cette époque de l'année. Ainsi, la cotation du bœuf R3 plafonnait par exemple à 3,99 £/kg de carcasse en semaine 21 (+16% /2020 et +12% /2019) soit 4,62 €/kg de carcasse. Même à 0,13 € de moins qu'au point haut de la semaine 17, ce niveau reste cependant historiquement élevé.



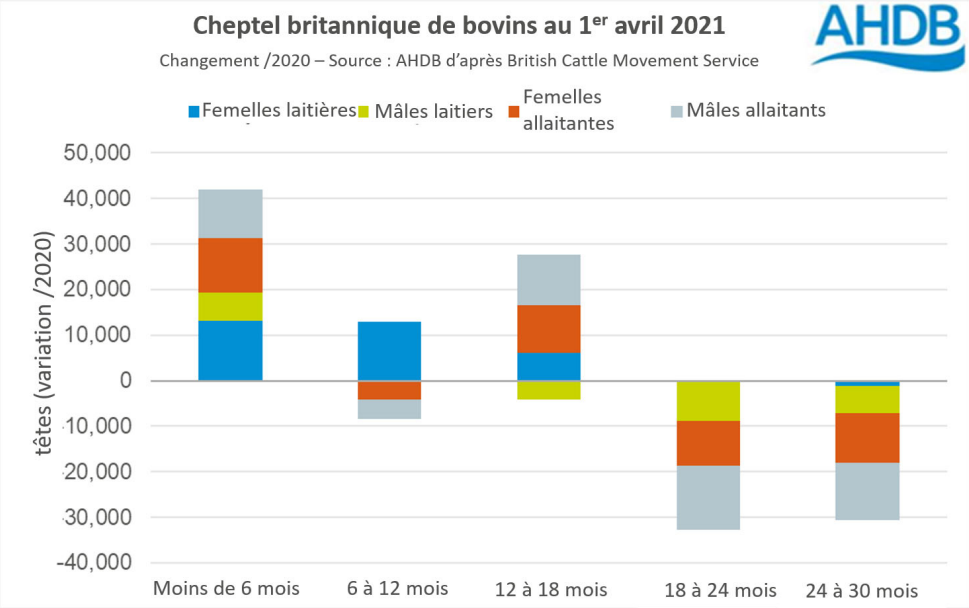
Dans le même temps, les cotations des réformes ont mieux résisté. Le cours de la vache O s'est stabilisé à 2,97 £/kg de carcasse (+16% /2020 et +12% /2019) en semaine 21. En euros, cela équivaut à 3,44 €/kg, soit 2 centimes de plus qu'en semaine 17 en lien avec la légère appréciation de la livre sterling. La demande des transformateurs pour les réformes reste forte et permet de valoriser une offre en hausse en mai : +5% /2020 et +2% /2019 pour les abattages de vaches sur les quatre dernières semaines connues (s.18 à 21).



La demande des transformateurs reste encore en effet assez importante en réformes. Sur les quatre dernières semaines connues (s.18 à 21), les abattages de gros bovins ont globalement été en retrait (-4% /2020 et = /2019). Les abattages de vaches de réforme ont dans le même temps légèrement progressé (+5% /2020 et +2% /2019).



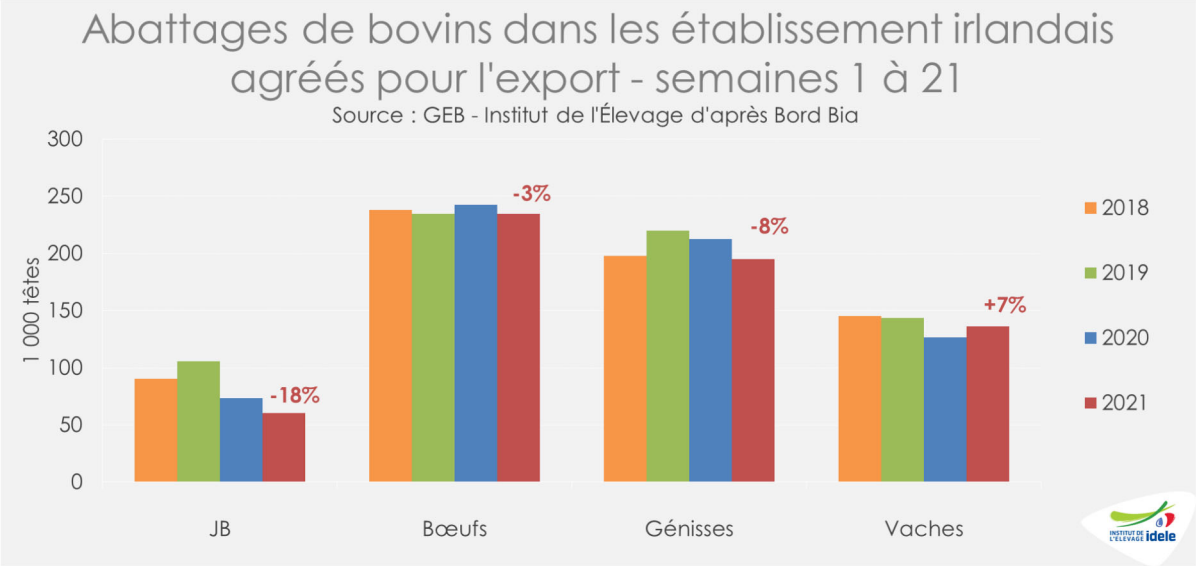
Le cheptel de bovins en Grande-Bretagne continue de s'éroder à 7,77 millions de têtes le 1er avril dernier (-1% /2020 ou -66 000 têtes). Le cheptel reproducteur a perdu 2% de ses effectifs en un an, à 2,85 millions de têtes, tant en lait qu'en allaitant (- 31 000 vaches et génisses de plus de 30 mois pour chacun des deux cheptels).



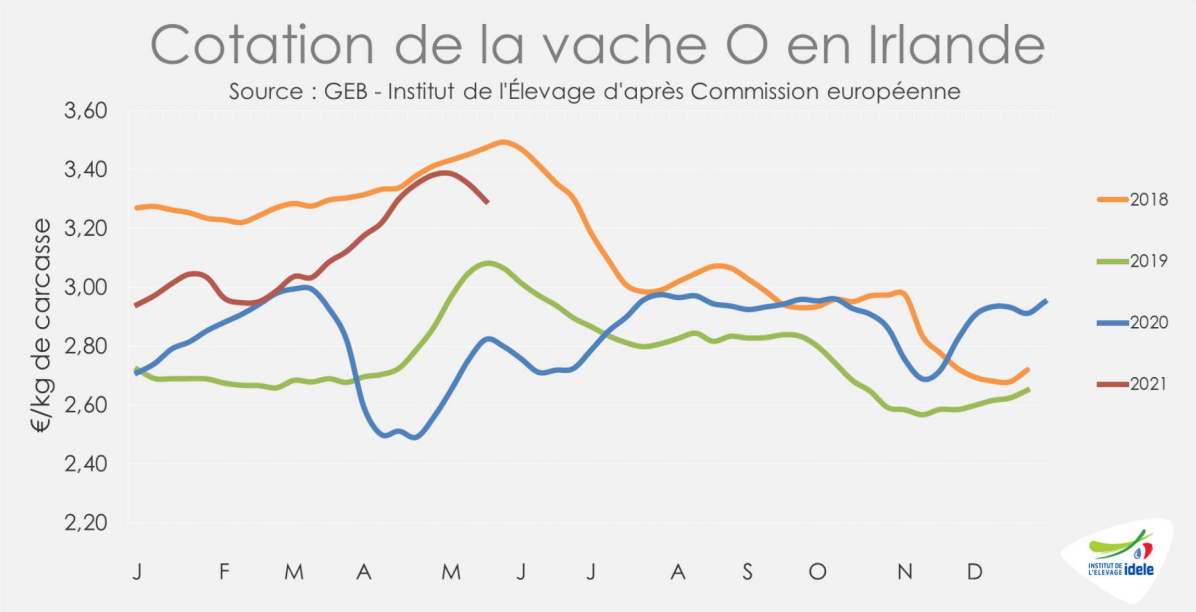
D'après AHDB, la demande à l'importation commencerait à se redresser, en raison de l'assouplissement des restrictions autour de la restauration et de prix domestiques élevés. Enfin, le temps désormais plus chaud devrait encourager les gens à sortir et à consommer des grillades, augmentant à nouveau la demande de découpes adaptées au barbecue.

IRLANDE : deux tendances différentes

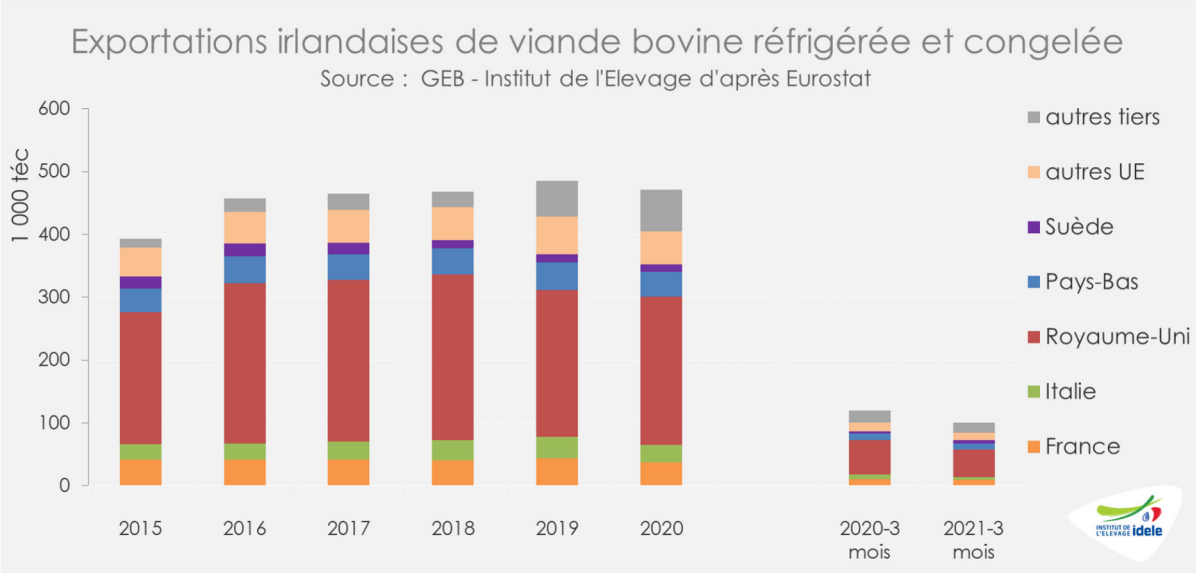
En **Irlande**, les abattages de réformes se sont accélérés en mai dans les abattoirs agréés pour l'export (+40% /2020 et +9% /2019 d'après l'indicateur hebdomadaire du Ministère de l'agriculture irlandais). Ceux de « *Prime Cattle* » ont été plus limités, en hausse de +6% par rapport au niveau très ralenti de 2020, mais en baisse de -9% par rapport au niveau de 2019. En cumul depuis le début de l'année, les abattages sont restés globalement limités pour toutes les catégories (-5% pour le total bovin).



Avec l'augmentation du nombre de vaches de réforme prêtes à abattre, les cotations irlandaises, si elles restent élevées, ont entamé une baisse. Le cours de la vache O atteignait 3,29 €/kg de carcasse en semaine 21 (+17% /2020 et +7% /2019), soit 6 centimes de moins sur les quatre dernières semaines. A l'inverse, les cours des autres catégories continuent de progresser comme pour le bœuf R irlandais à 4,13 €/kg de carcasse en semaine 21 (+20% /2020 et +11% /2019), soit 4 centimes de plus en un mois.

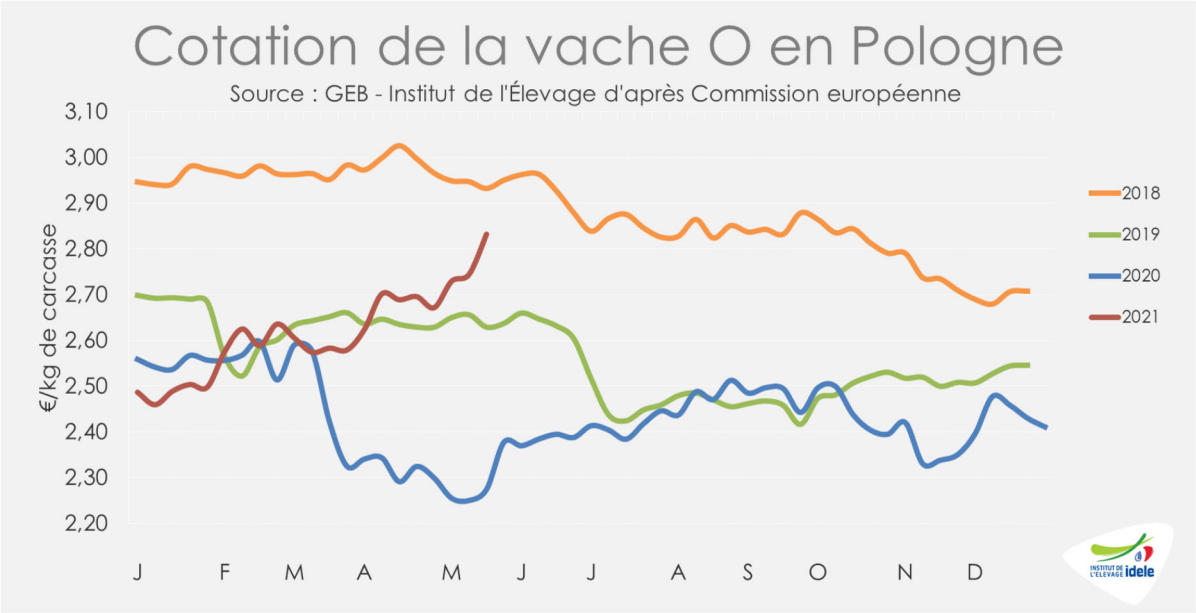


Les exportations irlandaises de viande bovine avaient été limitées au début de l'année alors que bon nombre de ses clients étaient encore affectés par des restrictions, notamment dans le secteur de la restauration. Sur le 1er trimestre 2021, les exportations de viande bovine réfrigérée et congelée n'ont pas dépassé 100 000 téc. Le Royaume-Uni, principale destination des exportations irlandaises, n'a acheté que 43 000 téc sur la période (-22% /2020 et -31% /2019). Les envois vers le Royaume-Uni ne représentaient ainsi plus que 43% du total des exportations irlandaises contre plus de 50% en 2019.



POLOGNE : des cours toujours en hausse

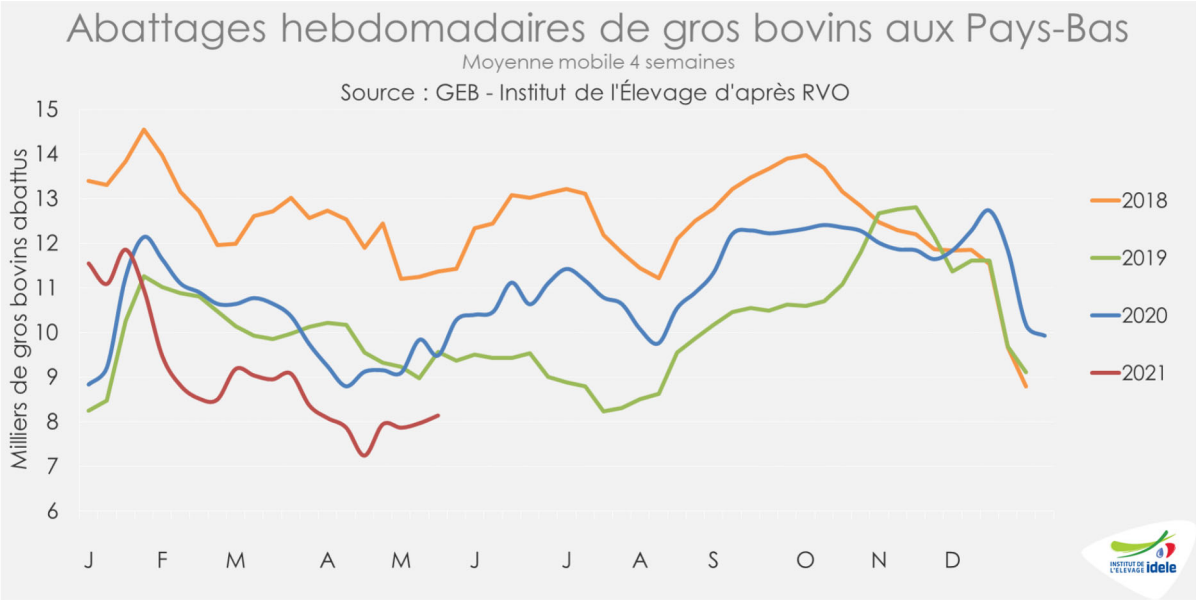
Le cours de de la vache O polonaise a poursuivi son très vif redressement en mai. Il s'est à nouveau apprécié de +14 centimes d'euros en un mois, à 2,83 €/kg de carcasse en semaine 21 (+25% /2020 ; +8% /2019).



Les disponibilités de bovins et notamment de réformes restent plutôt limitées en **Pologne**. L'enquête cheptel de décembre 2020 montrait un léger recul du cheptel reproducteur polonais (-0,6% /2019) avec 2,126 millions de vaches laitières (-2%) pour 266 000 vaches allaitantes (+2%).

PAYS-BAS : l'offre limitée soutient les cours

Depuis le début de l'année, les abattages de gros bovins aux Pays-Bas sont en net retrait (-12% /2020 et -10% /2019 sur les 21 premières semaines de l'année). Même constat sur les quatre semaines de mai 2021 (s.18 à s.21) où les abattages sont restés très limités (-14% /2020 et -15% /2019).



Comme ailleurs en Europe continentale, les cours des réformes sont à la hausse aux Pays-Bas. La cotation néerlandaise de la vache O atteignait ainsi 3,13 €/kg de carcasse en semaine 21 (+25% /2020 ; +5% /2019). Elle a repris +14 centimes en quatre semaines et +44 centimes depuis le début de l'année.

Viandes bovines » Maigre »

La marché se tient avec une offre limitée

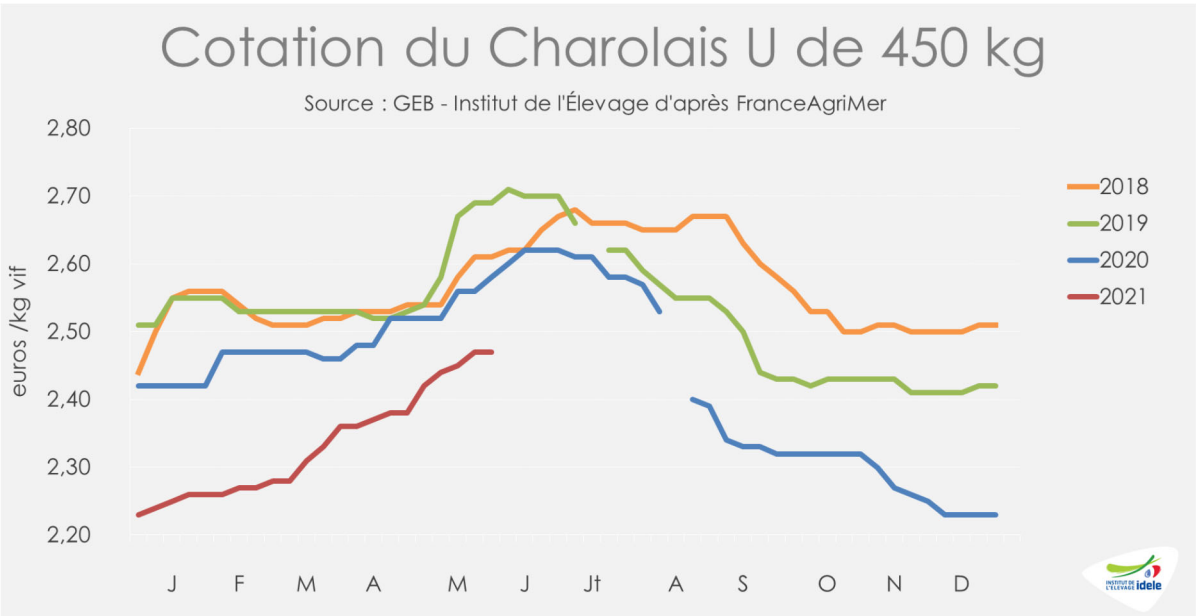
Dernière révision le 15 juin 2021

Les cours des broutards ont poursuivi leur hausse saisonnière : l'offre est limitée face à une demande dynamique. Les exportations ont retrouvé leur niveau de 2019.

Baisse saisonnière de l'offre

Les cotations des broutards mâles ont poursuivi leur hausse saisonnière au mois de mai. La demande italienne est restée ferme en vue des abattages de fin d'année tandis que l'offre française est limitée avec la réduction saisonnière des disponibilités. Les prix restent néanmoins encore très inférieurs à leur niveau des années précédentes.

En semaine 22, le Charolais U de 450 kg cotait 2,47 €/kg vif (-4% /2020) et le Charolais U de 350 kg 2,47 €/kg (-4% /2020). Les bons broutards charolais sont recherchés sur le marché italien.

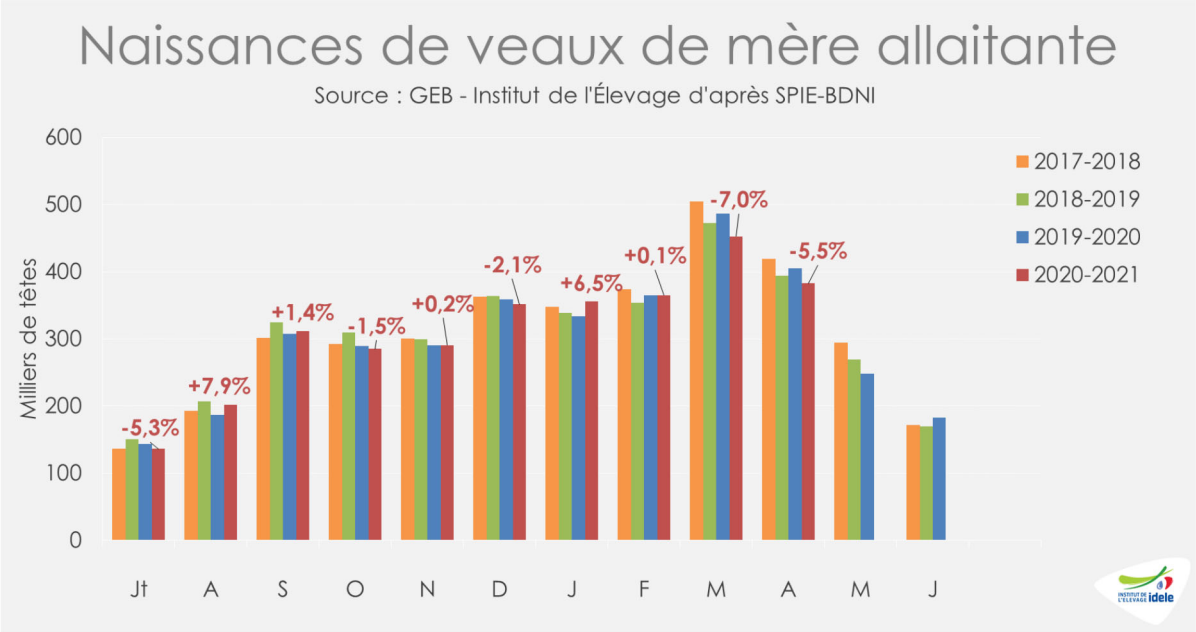


Le cours du Limousin E de 350 kg a été stable ces dernières semaines, à 2,78 €/kg vif (-1% /2020). La cotation du mâle croisé R s'est appréciée à 2,39 €/kg, mais elle reste encore très inférieure à son niveau de 2020 (-6%).

La demande en femelles est toujours très ferme, tant sur le marché français qu'italien. La cotation de laLimousine E de 270 kg est stable depuis plusieurs semaines à 2,82 €/kg vif (+3% /2020). Celle de la Charolaise U de 270 kg a progressé en avril-mai pour atteindre 2,65 €/kg depuis la semaine 20, soit +5% au-dessus de son niveau de 2020.

Les naissances allaitantes sont en recul

En avril, les naissances de veaux de mère allaitante ont reculé d'une année sur l'autre. 383 000 naissances ont été enregistrées dans SPIE-BDNI, soit -5,5% /2020 et de -3% /2019. La baisse des naissances constatée en mars et en avril 2021 est comparée à une saison de vêlages décalée en 2020, avec davantage de naissances en début de printemps.



En cumul de juillet 2020 à avril 2021, 3 133 000 veaux sont nés de mère allaitante soit -1% par rapport à la campagne 2019-2020 (-34 000 naissances). Cette baisse des naissances s'explique par la décapitalisation allaitante : le cheptel allaitant était en recul d'une année sur l'autre de -1,9% /2020 au 1er avril (3 793 000 têtes).

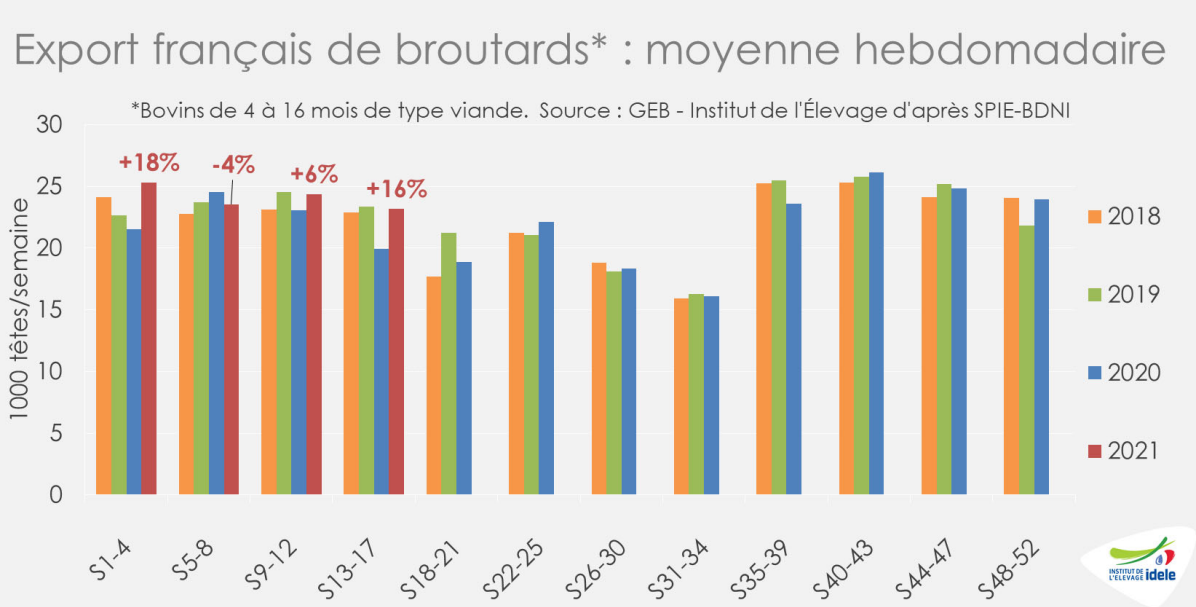
Les effectifs de mâles allaitants de 6 à 12 mois sont stables d'une année sur l'autre

Les mâles de mère allaitante de 6-12 mois comptaient 488 000 têtes au 1er mai 2021, un effectif stable par rapport à 2020. Les effectifs de mâles charolais et de mâles croisés étaient en recul de -2% /2020, ceux de mâles limousins étaient stables tandis que les effectifs de Blonds d'Aquitaine affichaient une hausse de +5% /2020.

Au 1er mai, les mâles de mère allaitante de 0-6 mois présents dans les élevages étaient au nombre de 1 017 000 (-2% /2020). La baisse des effectifs était particulièrement marquée pour les Blonds d'Aquitaine (-4% /2020).

Les exportations ont retrouvé leur niveau de 2019

Les exportations de bovins de 4 à 16 mois de type viande ont retrouvé leur niveau de 2019 : 116 000 têtes ont été expédiées sur les semaines 13 à 17, soit une hausse de +16% par rapport au mois d'avril 2020 et une légère baisse de -1% /2019. Les envois du printemps 2020 avaient été fortement perturbés par le covid-19, notamment vers l'Espagne et le Maghreb.



En cumul sur les semaines 1 à 17, 409 000 broutards ont été exportés, soit une hausse de +9% /2020 et +2% /2019. La demande italienne pour les laitonnes est restée très dynamique depuis le début de l'année, les femelles ont représenté 37% des envois sur les semaines 1 à 17.

D'après les douanes, 13 900 bovins maigres ont été exportés vers l'Espagne au mois d'avril, soit +70% /2020, mais -4% /2019. Les envois de broutards vers l'Espagne sont repartis à la hausse depuis le début de l'année, sans retrouver leur haut niveau de 2019 : les engraisseurs espagnols continuent de se tourner vers les veaux laitiers. De janvier à avril, l'Espagne a importé 50 000 broutards français soit +6% /2020 et -17% /2019. Le rebond par rapport à l'an passé est particulièrement marqué pour les femelles et les mâles de plus de 300 kg (respectivement +53% et +15% /2020, +28% et +25% /2019) : les engraisseurs espagnols semblent chercher à limiter l'impact de la hausse des coûts de l'alimentation (cours des grains et des tourteaux) en achetant davantage d'animaux à cycle plus court, profitant de prix des broutards inférieurs aux années précédentes.

Les exportations de broutards vers les pays tiers ont été dynamiques, 5 700 broutards ont été exportés au mois d'avril (x9 /2020). Mais elles restent tout de même inférieures de -42% à leur haut niveau de 2019. Les engraisseurs algériens sont eux-aussi impactés par la hausse du coût de l'alimentation. De plus la fermeture du marché des génisses laitières complique le remplissage des bateaux et augmente le coût du fret pour les broutards.

Viandes bovines » Veaux de boucherie »

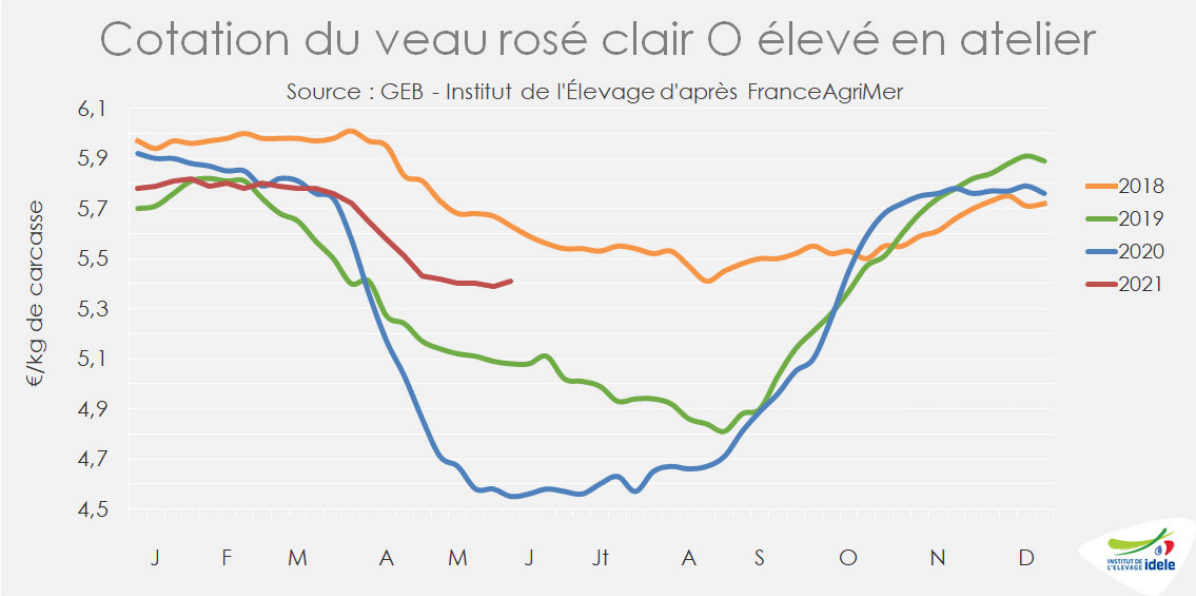
Le veau résiste mais est toujours impacté par le covid-19

Dernière révision le 15 juin 2021

En mai, le cours du veau gras s'est bien stabilisé, mais les intégrateurs sont pénalisés par la hausse des prix de l'aliment. Les abattages semblent s'être fluidifiés grâce à la réouverture des terrasses de restaurants et la météo fraîche. cependant la situation reste fragile. Une vaste campagne de communication est actuellement menée pour parer à la baisse saisonnière de consommation durant l'été.

La cotation du veau gras se maintient

Durant le mois de mai le prix du veau rosé clair O élevé en atelier est quasiment resté stable. En semaine 22, le cours du veau rosé clair O s'établissait à 5,41€/kg de carcasse soit +19% /2020 (+86 cts) et +6,5% /2019 (+33 cts). Il est nettement supérieur aux prix bas de 2019 et 2020 (années de crise). Cependant, il convient de garder à l'esprit la forte hausse des coûts alimentaires en 2021.

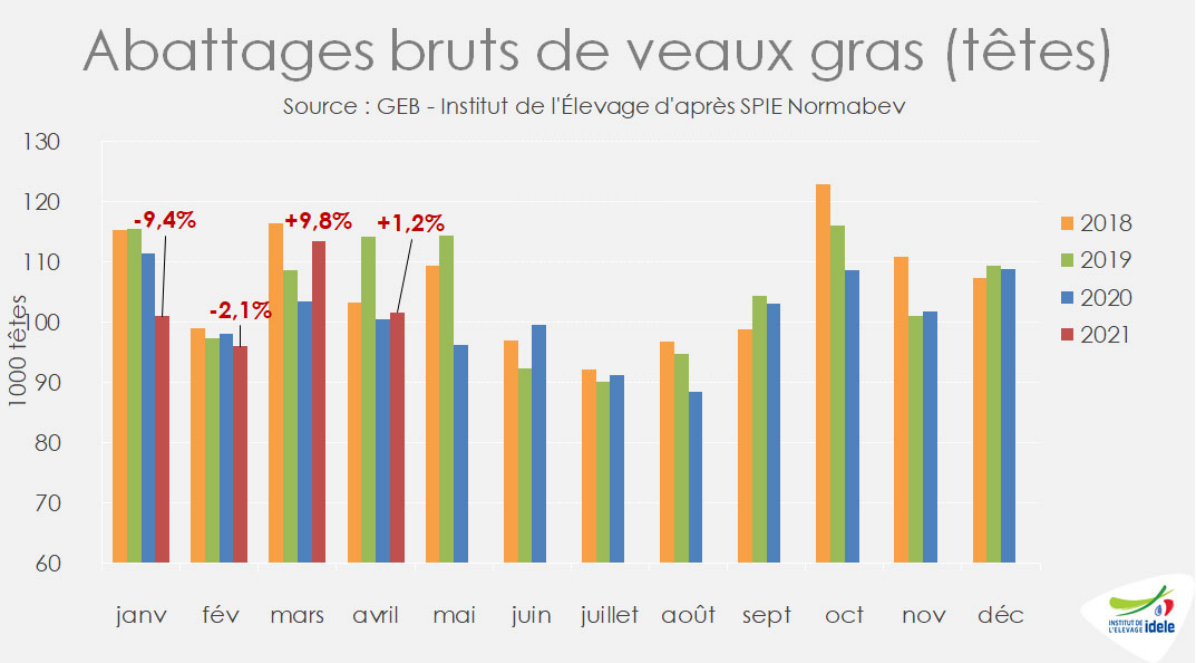


Le cours du veau de boucherie rosé clair R a lui légèrement diminué au mois de mai, tout en restant au-dessus des niveaux bas de 2019 et 2020. En semaine 22, il s'établissait à 6,09 €/kg éc, soit +15% /2020 et + 9% /2019.

Les aliments pour veaux : une hausse qui n'en finit pas

Les prix des deux principaux ingrédients laitiers qui entrent dans la composition des aliments pour veaux ne cessent de s'apprécier. Le cours de la poudre maigre a progressé de +28% /2020, à 2 590 €/t en semaine 21, celui de la poudre de lactosérum pour l'alimentation animale de +44% /2020, à 1 020 €/t à +44% /2020.

Des abattages modérés en avril



A 101 000 têtes, les abattages d'avril ont tout juste atteint le niveau d'avril 2020, alors perturbé par le 1er confinement (+1%), mais étaient en net retrait par rapport à 2019 (-11%). Le 3ème confinement français a entrainé la fermeture des cantines scolaires du 1er avril au 26 avril et un ralentissement des restaurants d'entreprises ce qui a impacté à nouveau la filière veau.

Les abattages en volume ont suivi une tendance presque identique avec une production de 15 000 téc à +1% /2020 et -10% /2019.

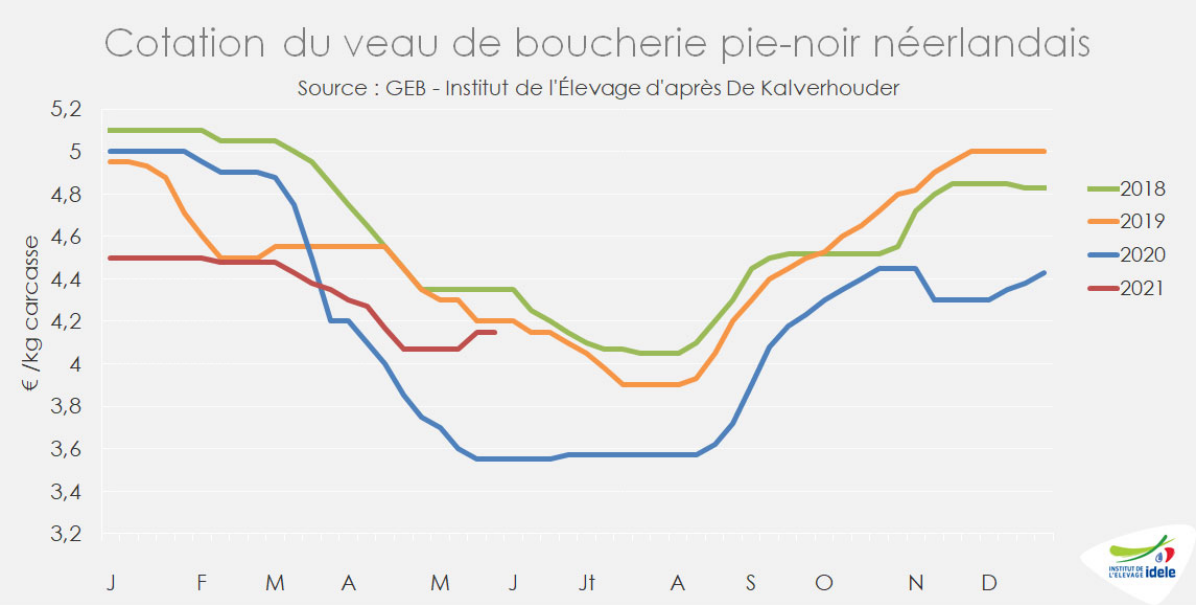
Un marché un peu plus fluide en mai

En mai 2021, la météo froide, la réouverture des restaurants en terrasse et le début des animations du veau de la Pentecôte en semaine 20 ont un peu assaini le marché. L'âge moyen à l'abattage a reculé à 188,8 jours soit -2 jours /2020 mais +0,5 jour /2019. Le poids moyen des carcasses, ramené à 151 kg, a perdu 1 kg comparé à mai

2020, mais reste plus lourd qu'en 2019 de + 1,5 kg.

Le prix du veau néerlandais frémit avec la réouverture de la RHD

Aux Pays-Bas, selon De Kalverhouder, la cotation du veau gras a chuté de 41 cts/kg éc en 8 semaines, avant de se stabiliser fin avril à 4,07 €/kg éc. Après avoir été modérés en janvier-février 2021, les abattages ont bondi en mars et pesé sur les cours. Fin mai, entre s20 et s21, le prix du veau gras a légèrement augmenté de +8 cts/kg éc à la faveur de la réouverture de la RHD en Europe.



A 4,15 €/kg éc en s22, la cotation du veau de boucherie aux Pays-Bas était donc à +17% /2020 (marqué par le confinement et la covid-19) et à seulement -1,2% en-dessous de 2019. Les abatteurs néerlandais paraissent confiants pour cet été, grâce à la reprise de la restauration commerciale et à des disponibilités en veaux finis restreintes.

Après un recul des abattages en janvier-février 2021 de -18% /2020 (29 600 téc), les abattages de veaux ont augmenté en mars de +24% /2020 et +15% /2019, atteignant 20 500 téc. Ce rebond printanier s'expliquerait de deux façons : les sorties ont été contenues cet hiver face à une demande atone, mais les intégrateurs ne pouvaient pas retarder davantage les sorties ; ou des mises en place plus importantes ont eu lieu en octobre 2020 pour préparer Pâques 2021 début avril, qui était finalement confiné.

En Italie, après avoir stagné depuis début 2021 à 5,05 €/kg éc, la cotation du veau gras à Modène a légèrement diminué en avril et mai. Ramenée à 4,83 €/kg carc. en s21, elle a toutefois regagné +29% /2020, sans tout à fait atteindre le cours de 2019 (-1,2%).

Campagne de communication du Veau de la Pentecôte prolongée sur sept semaines

Depuis la semaine 20 précédant la Pentecôte, l'interprofession met en avant le veau dans les supermarchés et chez les artisans bouchers, avec 8 000 kits d'animation et 11 000 panneaux d'affichage sur points de vente ou à proximité. Ces mises en avant dureront jusqu'à fin juin. L'objectif est de soutenir la consommation de veau au début de l'été, période traditionnelle de contraction des achats des ménages, alors que les intégrateurs avaient mis en place un peu plus de veaux que prévu en décembre dernier, pour désencombrer le marché du veau laitier.

Viandes bovines » Veaux nourrissons »

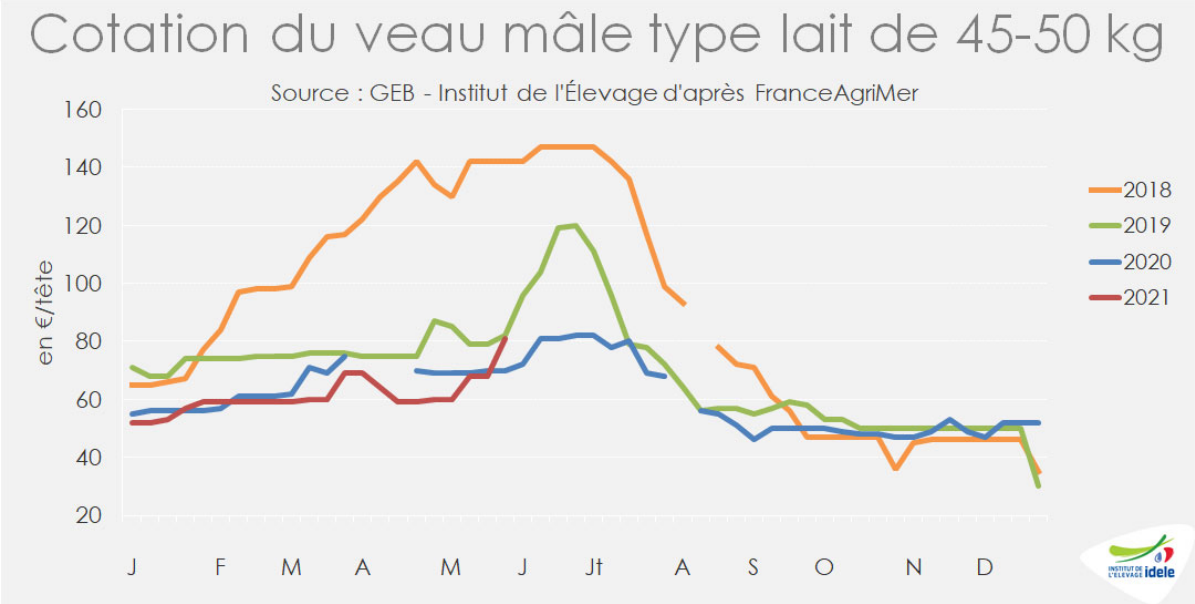
Les cours remontent

Dernière révision le 15 juin 2021

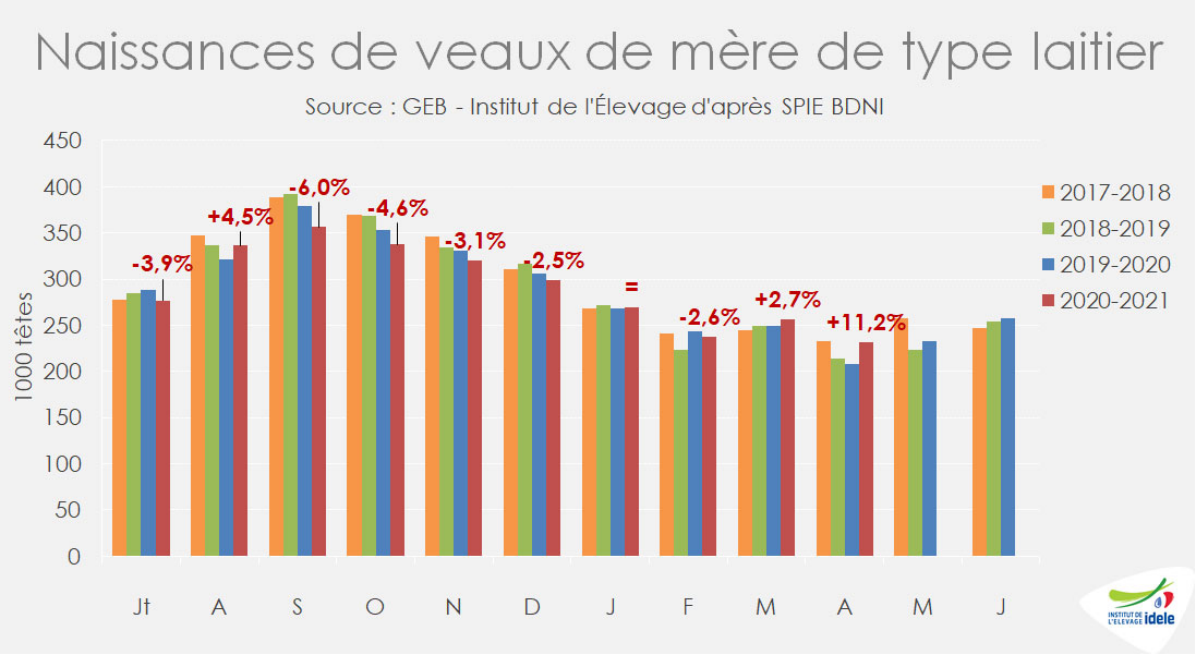
La baisse saisonnière des naissances a eu lieu en avril même si elle a été moins forte que les années passées. La demande espagnole pour le veau nourrisson ne tarit pas, permettant enfin une hausse des cours en mai, en France et en Espagne. Les engraisseurs espagnols restent dans une situation fragile : ils bénéficient de la réouverture de leurs restaurants mais sont pénalisés par le prix des aliments élevés.

Les cotations des veaux nourrissons en hausse

Les apports de veaux nourrissons plus modérés en mai ont facilité les ventes et le cours du veau mâle laitier français de 45-50 kg a augmenté de +21 € en 4 semaines. En semaine 22, il atteignait 81 € (+11 € /2020, +16%) et rejoignait quasiment la cotation de 2019 (-1 € soit -1% /2019). En Espagne, la demande en petits veaux demeure forte et tire les prix à la hausse en France et de l'autre côté des Pyrénées.

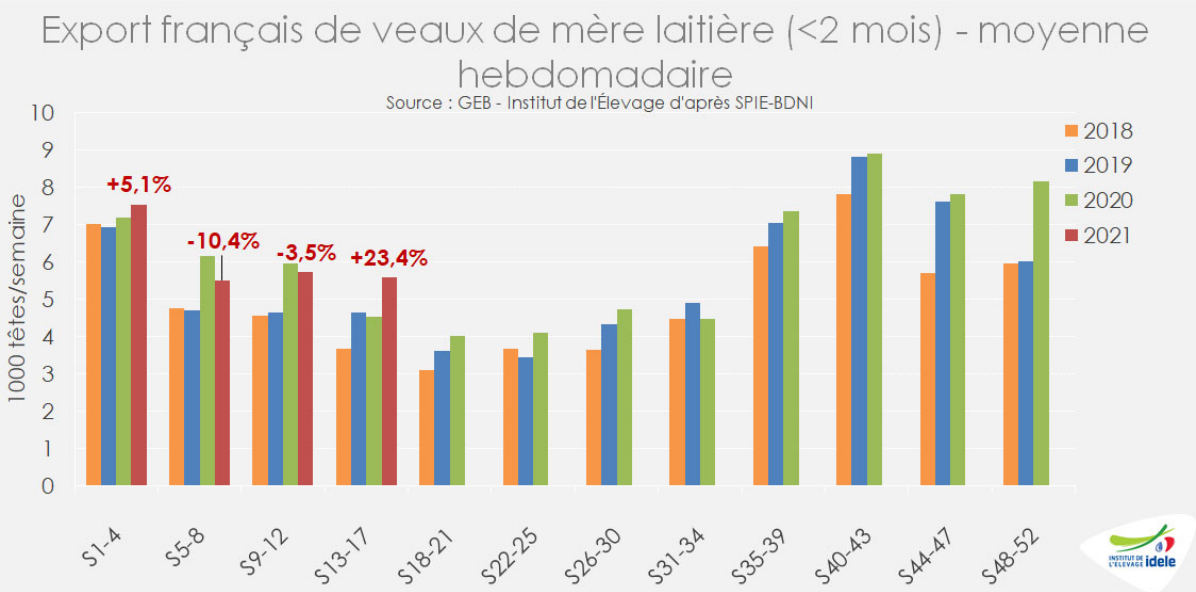


Des naissances laitières particulièrement dynamiques en avril 2021



Le mois d'avril correspond en principe à un creux saisonnier des naissances. Pourtant en avril 2021 selon SPIE-BDNI, 232 000 veaux de mère laitière sont nés, soit 23 200 têtes de plus qu'en 2020 (+11%) et +8% /2019. Mars 2021 avait déjà enregistré une légère hausse des naissances (+2,7% /2020). En cumul depuis janvier 2021 les naissances sont donc en hausse de +2,5% /2020, tandis que depuis le début de la campagne 2020-2021, elles sont toujours en léger recul de -1% /2019-20.

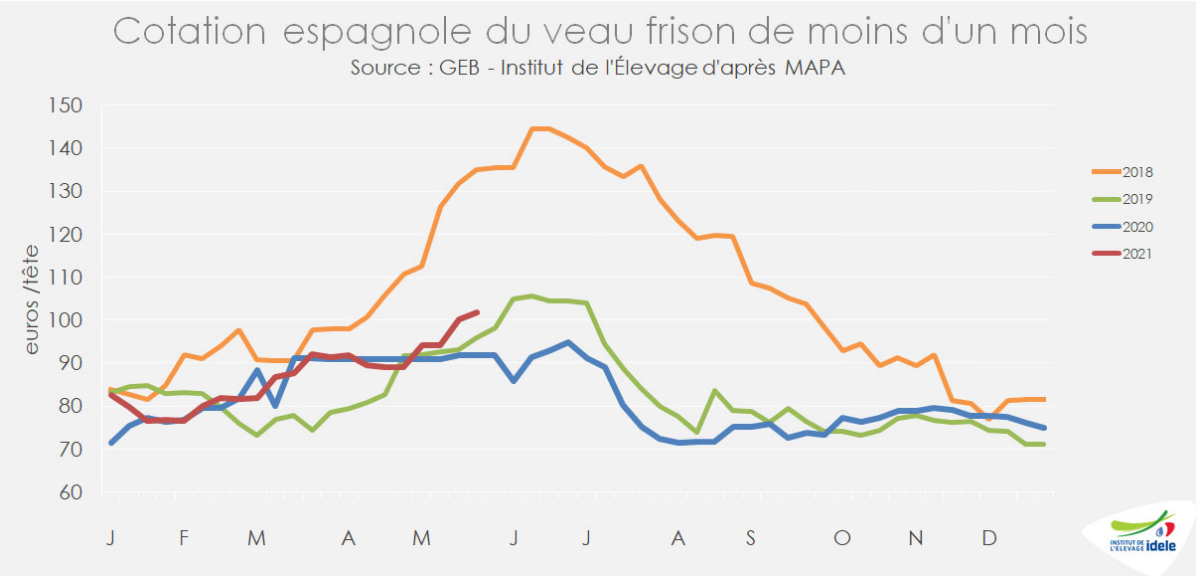
Les exportations de veaux nourrissons bondissent en avril



Selon SPIE-BDNI, 28 000 veaux ont été exportés en semaines 13 à 17, soit +23% /2020 (+ 5 500 têtes) et +20% /2019. Les naissances laitières très dynamiques d'avril ont entrainé une hausse des envois vers l'étranger. En Espagne, les abattages et ventes de bovins finis ont été importants en avril, pour répondre à la demande forte lors du Ramadan dans les pays du pourtour méditerranéen. Elles ont libéré des places à l'engraissement et permis de rentrer de nouveaux veaux.

Cotation du veau frison en hausse plus modérée en Espagne

Durant le mois de mai, le cours du veau frison de moins d'un mois a augmenté de +13 € entre les semaines 17 et 21 (+14% en 4 semaines). A 102 € en semaine 21, la cotation se situait 7 € au-dessus des prix bas de 2019 et 2020 (+11% /2020 et +6% /2019) mais bien plus bas que le prix de 2018. Le JB espagnol a profité d'une hausse de prix bienvenue en avril. Le cours a ensuite reflué un peu depuis la semaine 20, ce qui préoccupe les engraisseurs espagnols, confrontés à la hausse du prix des céréales.



Meilleur équilibre entre ressource laitière et demande de produits laitiers

Dernière révision le 15 juin 2021

Très bien orientés sur le 1er trimestre, les cours des ingrédients laitiers évoluent de manière contrastée depuis avril, notamment en Océanie.

Face à une demande internationale toujours ferme, le rétablissement progressif de la production laitière européenne améliore l'équilibre offre/demande d'autant que la production laitière demeure dynamique aux Etats-Unis et en Nouvelle-Zélande.

Lait de vache » Collecte laitière »

Rétablissement en France et rebond dans l'UE-27

Dernière révision le 15 juin 2021

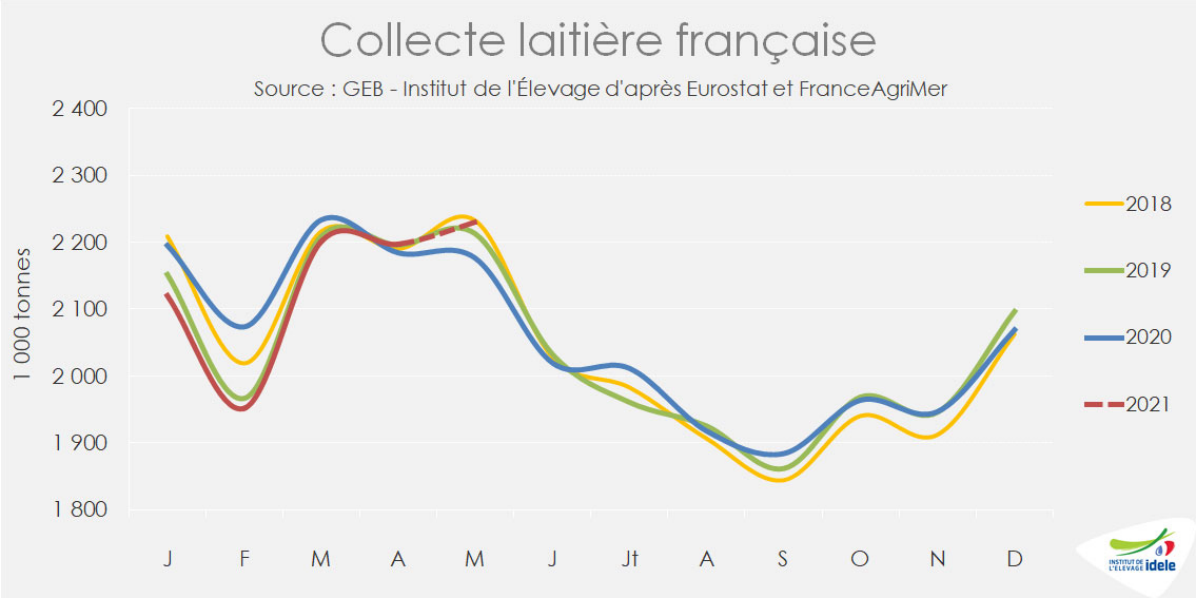
La collecte européenne enchaine un 2ème mois de croissance d'une année sur l'autre, tirée par la dynamique irlandaise et le redressement en France et en Allemagne. Les prix du lait ne connaissent pas de creux dans la plupart des pays soumis à une habituelle saisonnalité.

La collecte française se rétablit après avoir décroché cet hiver

En retrait marqué sur le début d'année (-2,6% sur le 1er trimestre), la collecte nationale se rapproche des niveaux plus habituels connus ces dernières années sur les mois printaniers. A près de 2,2 millions de tonnes sur avril selon l'enquête mensuelle de FranceAgriMer, elle dépasse de +0,7% son niveau d'avril 2020 et égale son niveau d'avril 2019. Sur mai, elle s'établirait en hausse de plus de 2% d'une année sur l'autre. Il convient toutefois de rappeler que la collecte sur avril et mai 2020 avait été contenue par les mesures d'incitation à la réduction de la collecte promues par le Cniel dans le contexte du 1er confinement.

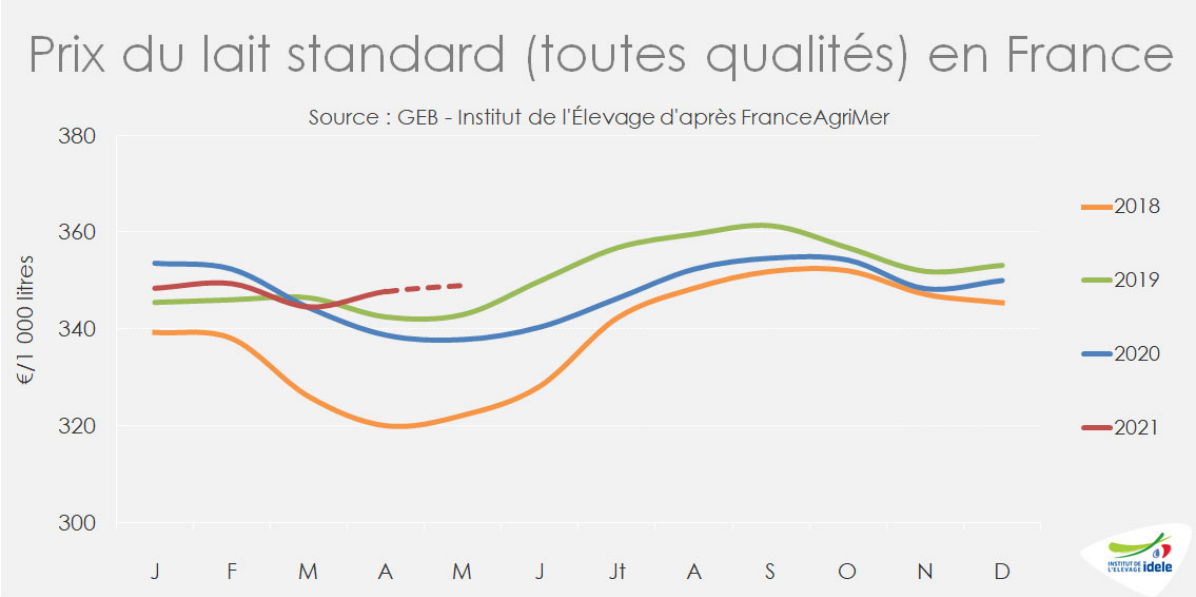
Si la pousse de l'herbe n'a pas été des plus dynamiques sur ces deux mois marqués par une météo relativement fraîche (avec un manque de précipitation sur avril et des épisodes gélifs marqués), les naissances de veaux issus de mère laitière auraient été en forte croissance d'une année sur l'autre (+11% /avril 2020), permettant des entrées en lactation nombreuses. Au 1er mai, le cheptel de vaches laitières s'établit à un peu plus de 3,5 millions de têtes, en recul de 65 000 têtes d'une année sur l'autre (-1,8%), soit le repli le moins prononcé observé depuis septembre dernier. A titre de comparaison, le cheptel au 1er janvier accusait un repli de plus de 79 000 têtes (-2,2%).

Si les volumes n'ont pas été au rendez-vous partout sur les 1ères coupes, les conditions de récolte ont globalement été satisfaisantes permettant l'obtention d'une qualité de fourrages correcte.



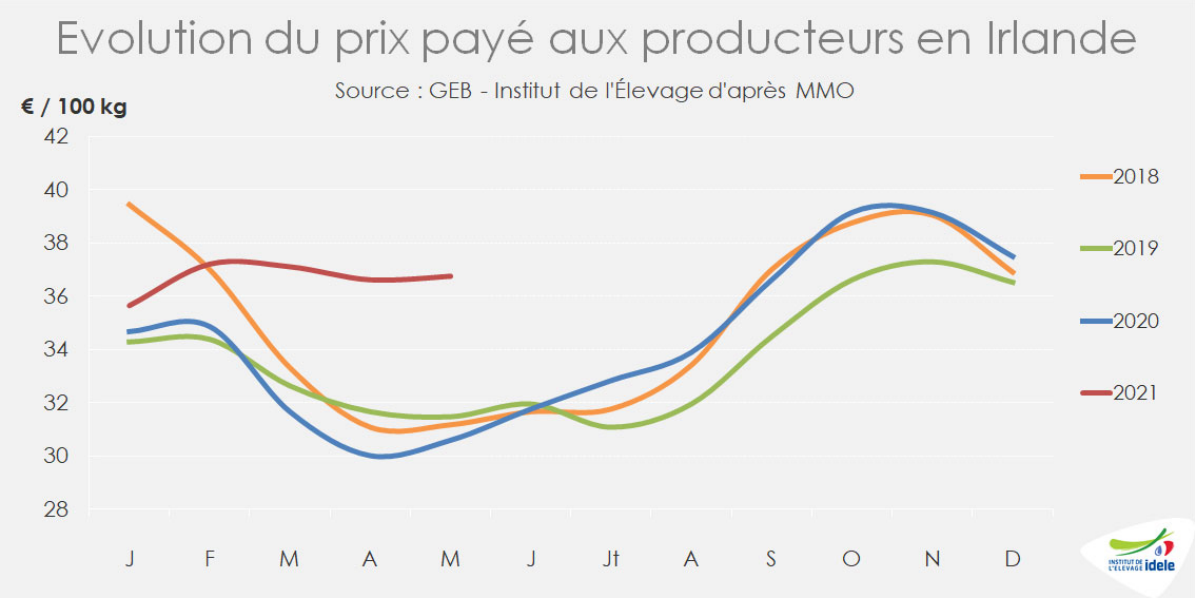
Maintien des prix au pic de collecte

A 373 €/1 000 litres sur avril (+14 €/ avril 2020) selon l'enquête mensuelle laitière, le prix du lait résiste à l'habituelle baisse saisonnière qui accompagne le pic de collecte. Entre janvier et mars, il était passé de 380 € à 370 €/1 000 litres, se situant alors systèmatiquement 2 € en-dessous de son prix à pareille époque en 2020. Ce rebond apparent du prix du lait attendu depuis quelques mois déjà alors que les coûts de production n'ont eu de cesse d'augmenter (Ipampa enchainant les points hauts historiques, à l'indice 110,4 en avril et mai) résulte de la bonne orientation des marchés des ingrédients laitiers (voir article suivant).



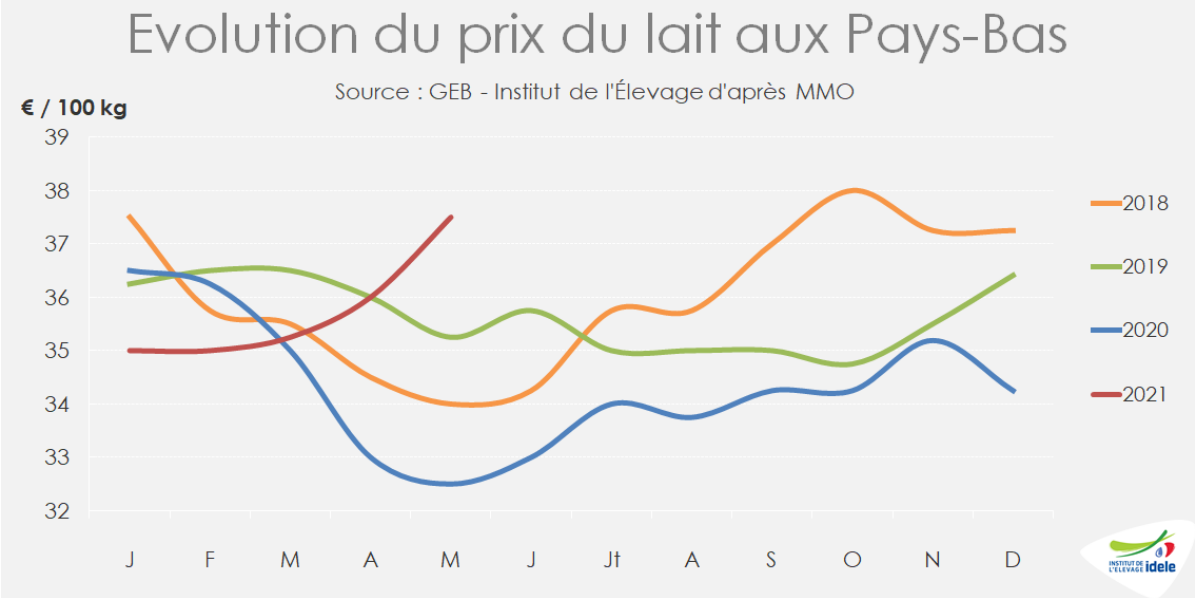
Pas de creux saisonnier pour le prix du lait en Irlande, orientation haussière aux Pays-Bas

Si à l'instar de la France, **l'Allemagne** voit sa collecte se redresser timidement après un début d'année en retrait (-2% sur le 1er trimestre effet bissextile neutralisé), l'**Irlande** affiche de son côté une collecte toujours très dynamique à son pic saisonnier. Sur avril, en dépit de gelées fréquentes qui ont ralenti la pousse de l'herbe, la collecte s'est accrue de plus de 6% d'une année sur l'autre, à 1,07 million de tonnes, pour battre un nouveau record. Il faut souligner que les prix du lait se révèlent incitatifs, ne connaissant pas l'habituelle baisse saisonnière. A 368 €/t sur mai, le prix se situe près de 62 € au-dessus de son niveau de l'an passé à pareille époque, à des niveaux comparables à ceux observés en mai 2013 et 2014 (362 et 371 €/t).



Avec une dynamique de collecte retrouvée (+1,9% sur avril /2020, à 1,07 MT), les producteurs **polonais** échappent eux aussi à l'habituelle baisse saisonnière du prix du lait. A 334 €/t en mai d'après le MMO, le prix s'est légèrement apprécié depuis janvier, de plus de 5 € en 5 mois. Il dépasse de plus de 40 € son niveau de l'an passé et bat ainsi un niveau record pour le mois d'avril.

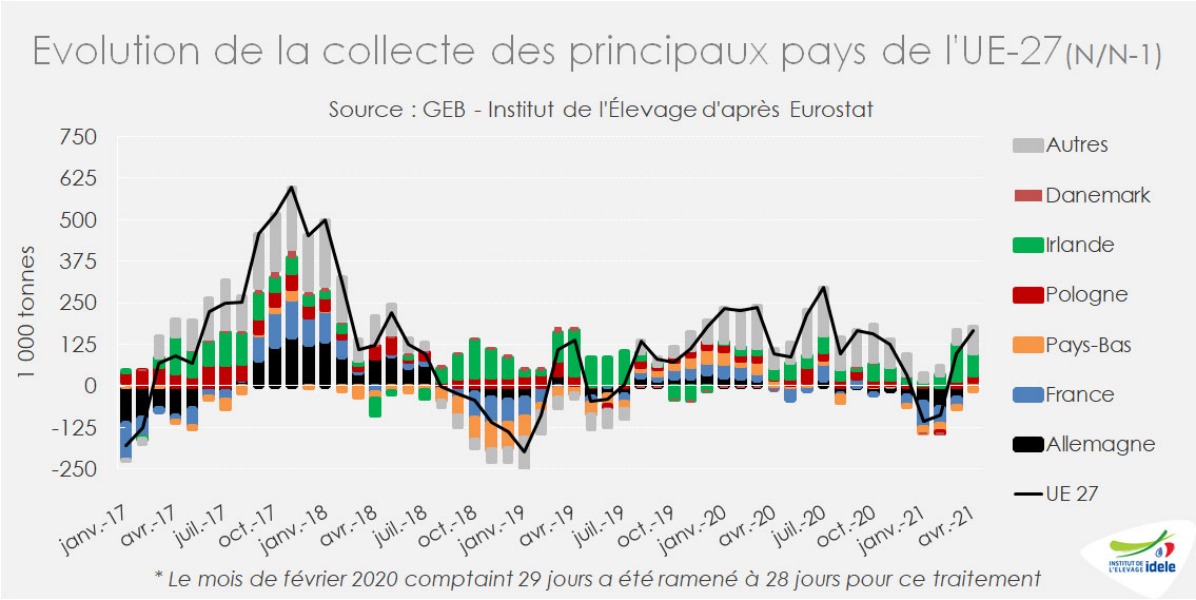
Aux **Pays-Bas**, la collecte peine à retrouver ses niveaux de l'année passée. A 1,18 MT sur avril, elle enchaine un 5ème mois consécutif de baisse d'une année sur l'autre (-0,8% /2020). Dans le même temps, le prix garanti par la coopérative FrieslandCampina s'est lui nettement redressé ce printemps. Après avoir oscillé entre 340 et 350 €/t d'août 2020 à février 2021, il a bondi à 360 €/t sur avril, puis 375 €/t sur mai.



Au **Danemark** comme aux Pays-Bas, la saisonnalité du prix du lait demeure faible, mais l'orientation est nettement haussière ce printemps avec un prix qui s'établit à 373 €/t sur avril et mai d'après le MMO, soit une progression de +35 € par rapport à son niveau de janvier. D'une année sur l'autre, il s'est apprécié de 24 €/t (+7%) alors qu'il comptait un retard de près de 11 € en janvier (-3%). Pour retrouver des prix aussi élevés dans le pays scandinave, il faut remonter à novembre 2018. La collecte reste globalement stable d'une année sur l'autre depuis le début d'année, à l'exception d'un mois de février en recul.

Collecte européenne à nouveau croissante

En somme la collecte de l'**UE-27** enchaine un 2ème mois de croissance d'une année sur l'autre, avec +157 000 t, soit +1,2% /avril 2020. Elle a ainsi inversé la tendance après le recul sur janvier et février. Les grands producteurs que sont l'Allemagne et la France commencent à renouer avec des niveaux de collecte plus proches de leurs standards après leur décrochage marqué du début d'année, tandis que l'Irlande et nombre de pays secondaires de l'espace européen connaissent une croissance de leur collecte soutenue.



Lait de vache » Marché des produits laitiers »

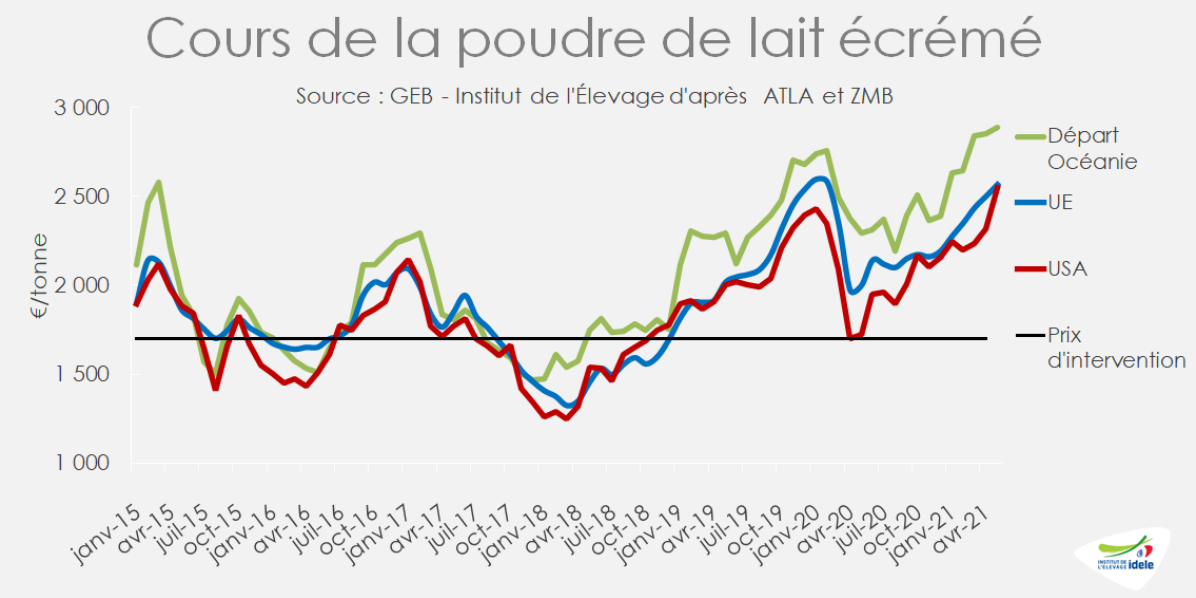
Évolutions contrastées des marchés laitiers

Dernière révision le 15 juin 2021

Très bien orientés sur le 1er trimestre, les cours des ingrédients laitiers évoluent de manière contrastée depuis le mois d'avril. Si les prix restent élevés, on observe cependant quelques inflexions, notamment, en Océanie. Face à une demande internationale toujours ferme, le rétablissement progressif de la production laitière européenne améliore l'équilibre offre/demande d'autant que la production laitière demeure dynamique aux États-Unis et en Nouvelle-Zélande.

Poudre maigre : des cours toujours bien orientés

Le cours de la poudre maigre dans l'UE-27 a poursuivi sa progression en mai, atteignant 2 580 €/t à la fin du mois (+27% /2020). La situation est identique en France où la cotation ATLA a dépassé les 2 600 €/t fin mai (+29% /2020). La poudre maigre européenne demeure plus compétitive que la poudre océanienne (2 850 €/t en avril), dont le cours, déjà élevé, n'a que marginalement progressé en mai (+1% d'un mois sur l'autre), à 290 €/t (+26%/2020). Le cours des fabrications aux Etats-Unis a bondi en mai (+10% d'un mois sur l'autre) mais demeure encore le plus compétitif à 2 550 €/t (+48% /2020).



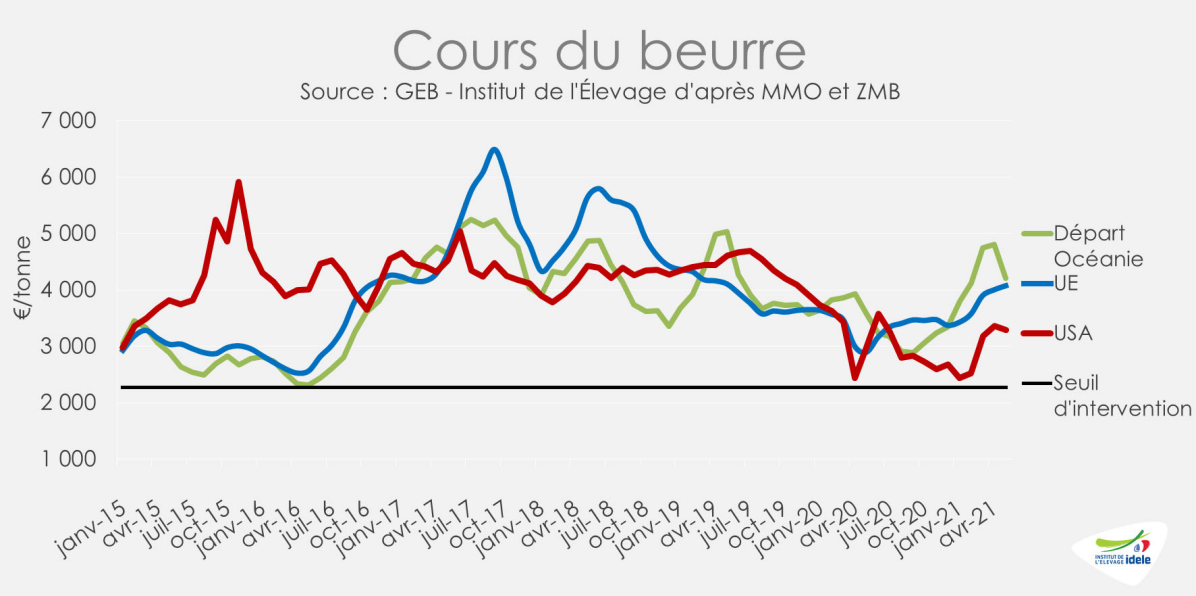
La hausse des cours s'explique par une demande internationale toujours ferme. Les principaux importateurs ont accru leurs achats sur les quatre premiers mois, Chine en tête (+36% /2020). En face, les disponibilités toujours limitées dans l'UE-27 sont partiellement compensées par une offre plus abondante aux États-Unis, qui peine cependant à satisfaire la demande.

Malgré des fabrications réduites, les exportations de l'UE-27 ont progressé de 5% au premier trimestre, les fabricants puisant dans leurs stocks. Celles des États-Unis affichent une hausse de 17% /2020 sur les 4 premiers mois, entraînant un recul des stocks de poudre maigre de -12% en deux mois.

Les volumes de ces deux exportateurs ont plus que compensé le recul de la Nouvelle-Zélande (-19% sur le 1er trimestre). Dans les prochains mois, les replis européen et océanien devraient se renforcer tandis que les États-Unis devraient encore accroître leurs parts de marchés, grâce à des fabrications dynamiques et des stocks conséquents.

Beurre : tassement des cours

Le rythme de progression du cours du beurre dans l'UE-27 s'est de nouveau ralenti en mai (+2% d'un mois sur l'autre) pour atteindre 4 120 €/t en fin de mois (+39% /2020). En France, il s'établit sur le marché spot à 4 340 €/t (+37% /2020) en dernière semaine de mai. En Océanie, il a chuté de -13% entre avril et mai à 4 200 €/t (+16 % /2020), retrouvant son niveau de février. Les prix élevés atteints en début d'année face à la concurrence européenne et les fortes hausses de la production de lait enregistrées dans le pays en mars et avril, malgré la baisse saisonnière, expliqueraient ce recul.



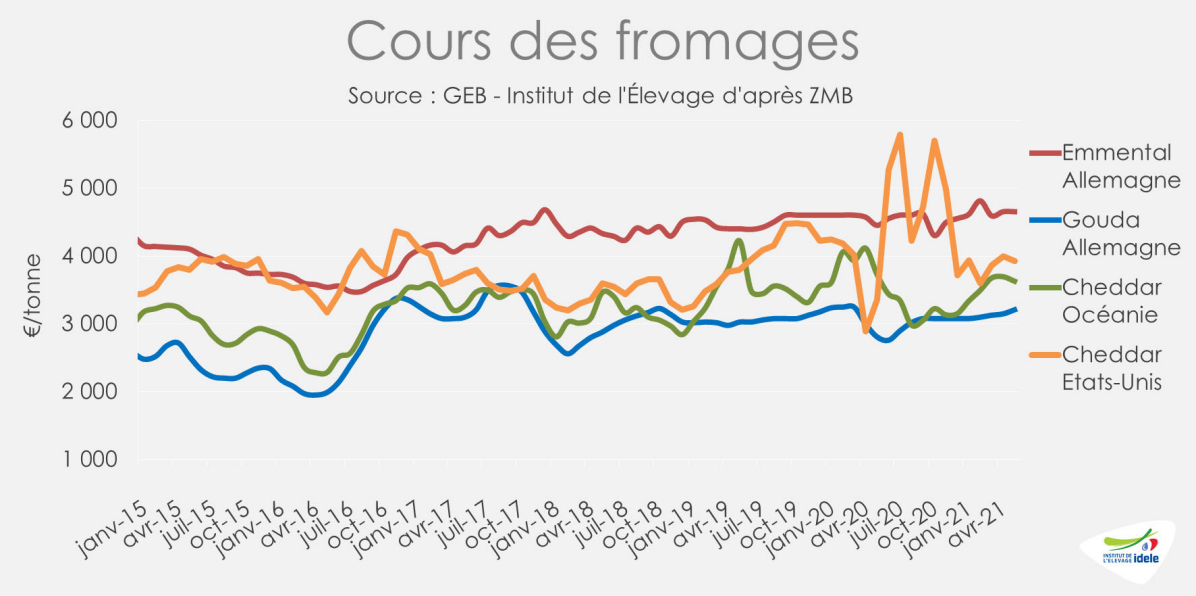
Dans l'UE-27, les fabrications sont ralenties (-2% /2020 sur le 1er trimestre), alors que la demande européenne est plutôt robuste du fait notamment d'achats des ménages toujours importants. Les exportations de beurre ont chuté de -15% /2020 sur le 1er trimestre.

Aux États-Unis, le niveau historique des stocks (175 000 t début mai, +3% /2020) pèse sur le marché. Après un léger recul des fabrications au 1er trimestre (-1% /2020), elles ont fortement chuté en avril (-18% /2020). La demande intérieure de beurre est visiblement moins ferme et les volumes trouvent preneur à l'export.
Sur les 4 premiers mois de l'année, les envois ont été multipliés par 2, à 17 000 t tandis que les importations ont chuté. Après 3 mois consécutifs de hausse, le cours du beurre s'est replié en mai (-2% d'un mois sur l'autre) à 3 290€/t.

Les exportations océaniennes de beurre ont rebondi en mars et affichent une légère hausse de +2% /2020, qui atténue le net fléchissement sur le 1er trimestre de -6% à 81 000 t. Les achats chinois de beurre ont fortement augmenté en avril et affichent une hausse de +12% /2020 sur les 4 premiers mois, à 56 000 t.

Marché des fromages toujours équilibré

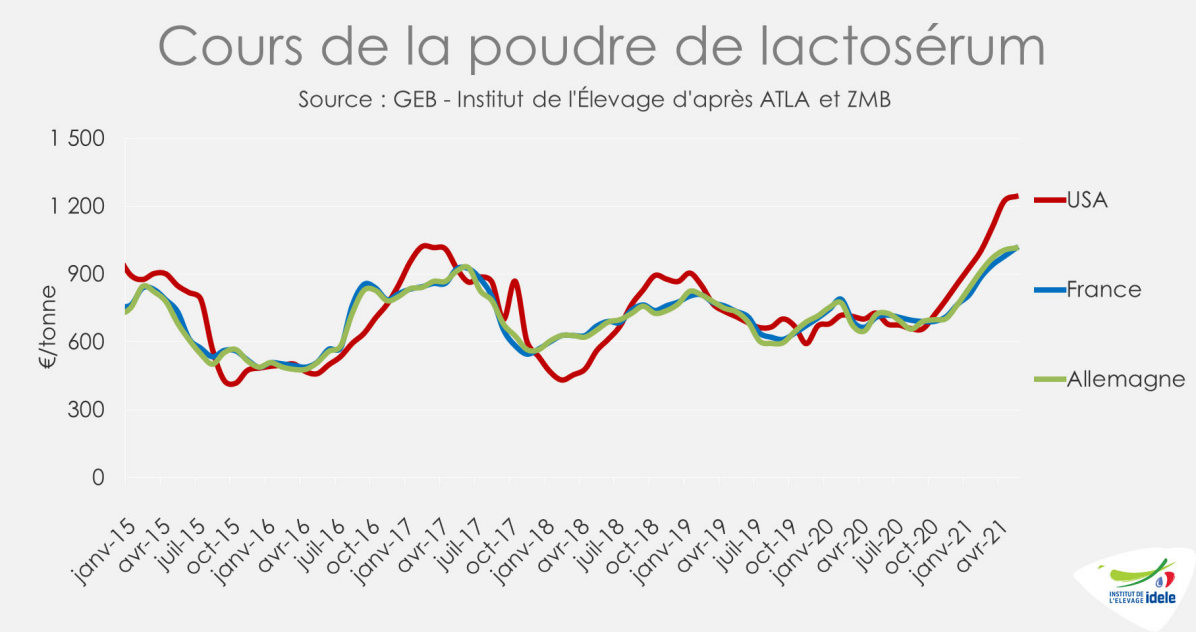
Le cours de l'emmental est d'une grande stabilité en Allemagne (4 650 €/t en mai), tandis que celui du gouda, à 3 210 €/t en mai, s'est légèrement apprécié (+2% d'un mois sur l'autre et +4% en 5 mois). Le marché européen des fromages parait globalement bien équilibré avec des fabrications en hausse qui couvrent la demande intérieure et les débouchés extérieurs. Les exportations de l'UE-27 (sans prise en compte des envois vers le Royaume-Uni) ont progressé de +5% /2020 sur le 1er trimestre.



A l'inverse, on observe une détente des cours en Nouvelle-Zélande et aux États-Unis. Le cours néozélandais s'est replié en mai de -2% d'un mois sur l'autre, à 3 633 €/t. Malgré des exportations en hausse de +16% /2020 sur le 1er trimestre, la progression de la production laitière doit peser sur les volumes. Aux États-Unis, le cours du cheddar a également cédé -2% d'un mois sur l'autre. Les fabrications ont été dynamiques sur les 4 premiers mois (+4% /2020) et pèsent sur les prix. Toutefois, la reprise de l'activité dans le *Food service* a relancé la demande intérieure et les exportations ont bondi en avril (+50% /2020), permettant une hausse de 11% sur les 4 premiers mois. Après 5 mois consécutifs de hausse, les stocks ont ainsi reculé en avril (-1% d'un mois sur l'autre) et repassent sous leur niveau de l'année dernière (-2%) tout en restant à des niveaux très élevés.

Lactosérum en poudre : ralentissement de la hausse des cours

En mai, le prix de la poudre de lactosérum s'est stabilisé à 1 020 €/t en France (+40% /2020), en hausse de 29% en 5 mois. Il a rejoint le haut niveau de début 2014, avant la seconde crise laitière. Aux États-Unis, le cours n'a progressé que de 2% d'un mois sur l'autre en mai, contrastant avec des hausses de 9% en moyenne sur les 7 derniers mois.

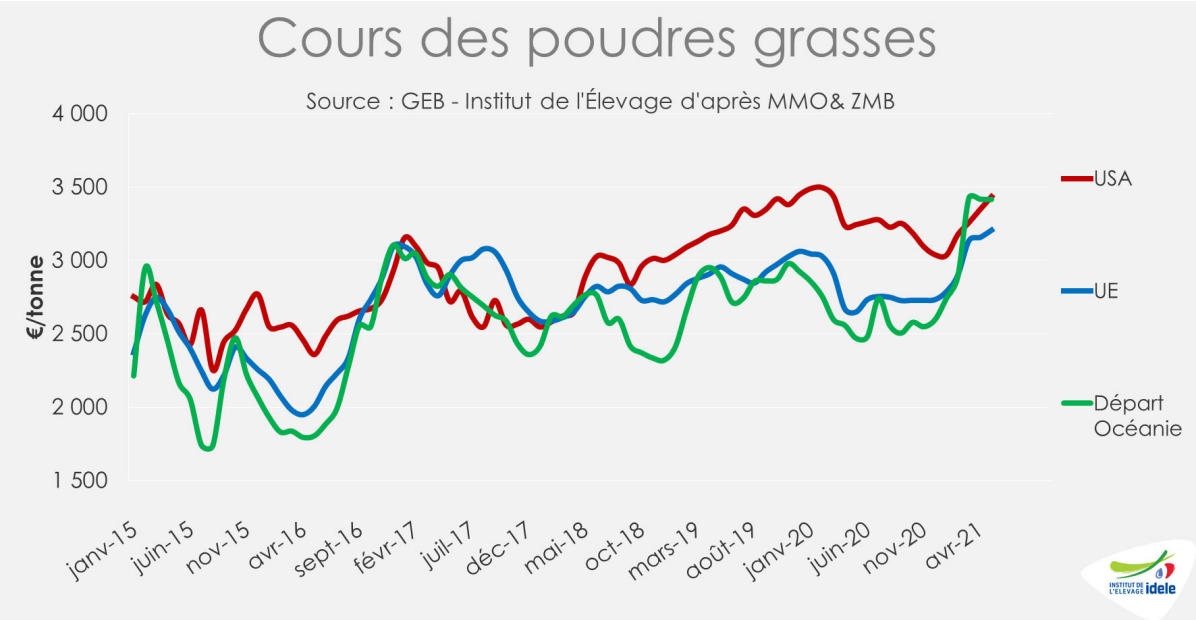


Les fabrications de poudre de lactosérum ont légèrement reculé aux États-Unis sur les 4 premiers mois (-0,5%/2020), malgré les fabrications fromagères croissantes, du fait du dynamisme des fabrications de concentrés de protéines sériques (+9% /2020 pour les WPC et +20% pour les WPI). Cette préférence pour les produits à plus forte teneur en protéines, très demandés sur les marchés intérieur et mondial, continue de maintenir la tension sur le marché du lactosérum en poudre.

La demande chinoise tire toujours les cours. Ses importations ont bondi de +60% en quatre mois à 268 000 t, essentiellement en provenance des deux principaux fournisseurs, l'UE-27 et les États-Unis.

Poudres grasses : évolutions contrastées

En mai, les cours de poudres grasses ont évolué de manière contrastée mais demeurent à des niveaux élevés. Ils se sont stabilisés en France, à 3 260 €/t (+26% /2020), et en Océanie (3 417 €/t, +38% /2020), mais ont poursuivi leur progression aux États-Unis (+3% d'un mois sur l'autre à 3 437 €/t) et dans l'UE 27 (+2% en un mois), à 3 200 €/t.



Les échanges internationaux ont été très dynamiques sur les premiers mois de l'année, signe d'une demande croissante dans les pays déficitaires qui a stimulé les fabrications dans les principaux pays exportateurs. Les importations chinoises ont poursuivi leur hausse sur les 4 premiers mois (+17% à 393 000 t).

La Nouvelle-Zélande a donc fortement accru ses expéditions sur le 1er trimestre (+11% /2020), l'UE-27 les a légèrement améliorées (+1%), tandis que les fournisseurs secondaires (Australie, Argentine et Uruguay) ont relancé leurs fabrications et leurs exportations grâce à la hausse de leur production laitière.

Hausse des abattages néozélandais malgré un cheptel ovin déjà amoindri

Dernière révision le 15 juin 2021

Particulièrement sec cette année, l'automne néozélandais (de mars à mai) a incité les éleveurs à commercialiser davantage d'ovins pour ajuster leur cheptel aux disponibilités fourragères. Les exportations néozélandaises de viande ovine plus abondantes ont ainsi abreuvé un marché chinois toujours demandeur.

Au sein de l'UE, les prix particulièrement élevés et le manque de disponibilités attirent aussi les viandes néozélandaises.

Viande ovine » France »

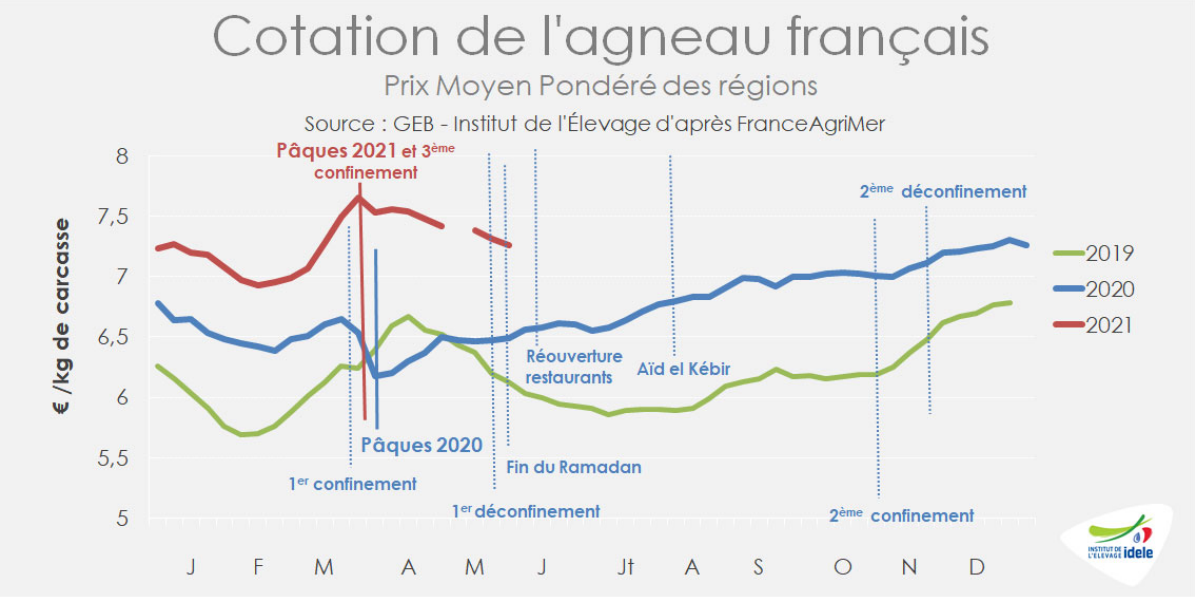
Un commerce plutôt modéré

Dernière révision le 15 juin 2021

Près de deux mois après Pâques, le marché français de la viande d'agneau s'est tassé. La demande a diminué plus vite que l'offre, provoquant une baisse de la cotation qui reste toutefois à des niveaux toujours très élevés. Les importations de viande ovine à destination du marché français ont poursuivi leur recul et, malgré la hausse des achats d'agneaux vivants, l'offre française est restée inférieure à la demande.

La cotation française poursuit sa décrue

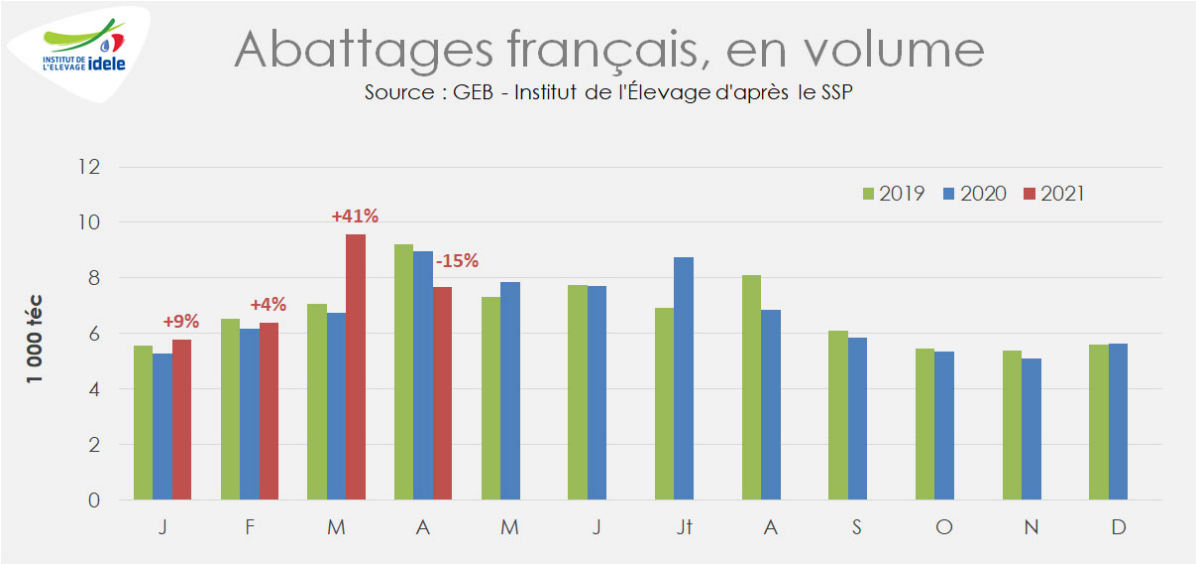
A 7,26 €/kg en semaine 22 (se terminant le 6 juin), la **cotation** française continue de diminuer de façon traditionnelle. Bien que l'écart avec les niveaux des années précédentes s'amenuise légèrement, du fait d'un commerce particulièrement calme, la cotation reste exceptionnellement élevée. Cette dernière survole son niveau de l'an passé de +0,77 €/kg et de +1,13 €/kg comparé à 2019.



Des abattages français artificiellement bas en avril

En avril 2021, la **production** abattue était de 7 660 téc. Comparé à 2020, année durant laquelle Pâques à eu lieu à la mi-avril, la baisse des abattages a été prononcée (-15%, soit -1 300 téc). Si on compare à avril 2018 (Pâques le 1er avril 2018), l'évolution est de +3%.

Sur les quatre premiers mois de 2021, les **abattages** d'ovins étaient dynamiques : ils ont progressé de +8% /2020 et de +4% /2019, en volume. Les importations d'agneaux vivants sont de nouveau venues étoffer le disponible français, avec notamment des achats d'agneaux espagnols qui ont triplé d'une année sur l'autre.



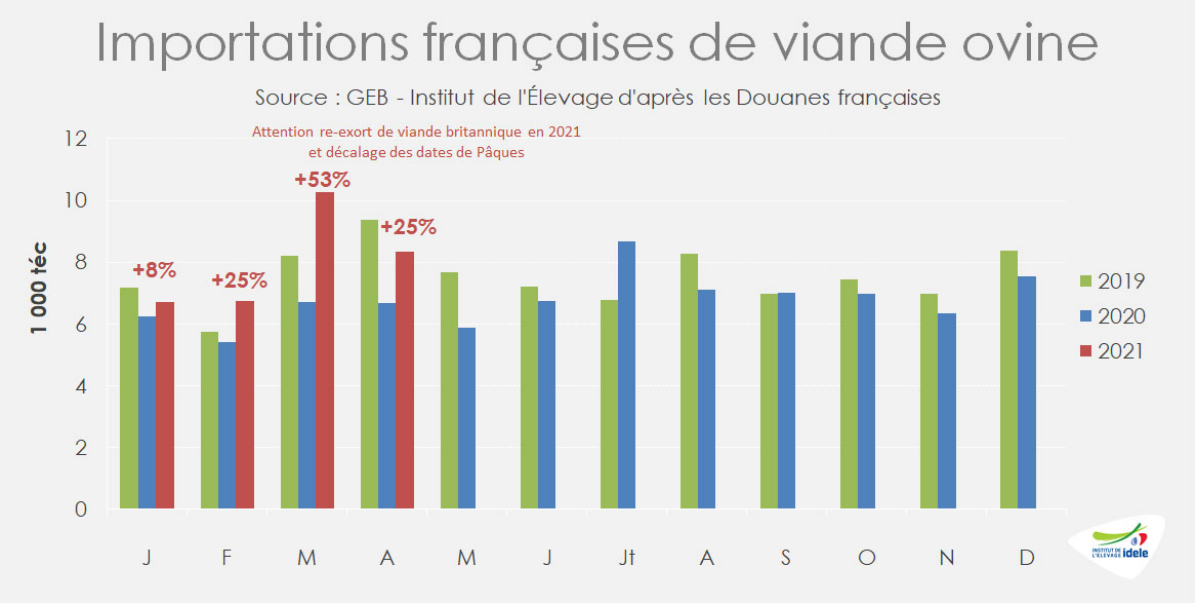
Baisse des importations de viande ovine

Selon les douanes françaises, les **importations** de viande ovine sont restées particulièrement dynamiques en avril : +23% d'une année sur l'autre, à 8 300 téc.

Toutefois, le très probable **transit** par la France de viande ovine britannique continue d'étoffer ces importations françaises, et ce depuis le début de l'année. En avril, selon les douanes, les importations de viande ovine en provenance du Royaume-Uni ont plus que doublé d'une année sur l'autre.

Après déduction du ré-export, les importations de viande ovine destinées au marché français ont baissé en avril, de -3% /2020. Elles sont aussi inférieures de 4% à celles de 2018, année la plus proche de la situation de 2021 compte-tenu des dates de Pâques. En réalité, les importations de viande d'agneau ont été assez peu dynamiques en avril 2021.

Comme les mois précédents, les achats étaient en hausse seulement en provenance d'Espagne et les importations de viande ovine irlandaise ont quant à elles chuté tout comme celles en provenance de Nouvelle-Zélande.



Exportations toujours élevées en avril

Comme depuis le début de l'année, les **envois** français de viande ovine ont été boostés par le ré-export de viande britannique. En avril, ils ont été multipliés par 3,5 d'une année sur l'autre, totalisant 2 600 téc. Les exportations se sont de nouveau envolées vers l'Allemagne, la Belgique, l'Italie et les Pays-Bas, principaux débouchés du Royaume-Uni.

Une offre toujours limitée au sein de l'UE

Dernière révision le 15 juin 2021

Tandis que la demande mondiale reste soutenue, les sorties d'agneaux sont en repli, notamment en Irlande, au Royaume-Uni et en Australie. En Nouvelle-Zélande, l'automne sec a stimulé les sorties et augmenté d'autant le disponible à l'export. Les envois vers la Chine sont restés haussiers, tout comme vers les pays de l'UE-27.

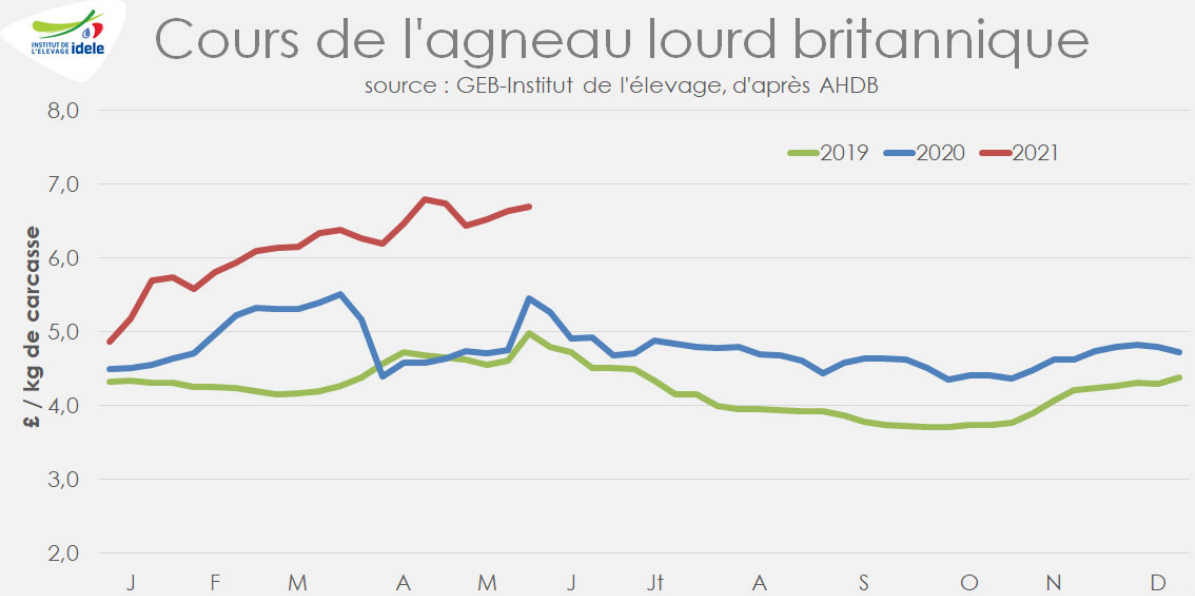
Royaume-Uni : le disponible britannique continue son repli

Au Royaume-Uni, la **production abattue** a poursuivi son recul en avril, de -5% /2020. Les abattages d'agneaux (-8%) comme de réformes (-7%) ont chuté, mais la hausse des poids moyens de carcasse (+2%) a partiellement atténué la pénurie d'effectifs produits.

Les **importations** sont toujours ralenties, de -15% /2020 au 1er trimestre, à 14 500 téc, notamment en provenance de Nouvelle-Zélande, d'Australie et d'Irlande.

Les faibles disponibilités tendent le marché et la **cotation** s'envole : 6,69 £/kg en semaine 21, soit +1,24 £ /2020.

Au 1er trimestre, les **exportations** britanniques de viande ovine ont chuté de -26% d'une année sur l'autre en volume et de -12% en valeur, selon *AHDB*. Les plus fortes baisses ont été enregistrées vers l'Irlande et les Pays-Bas.



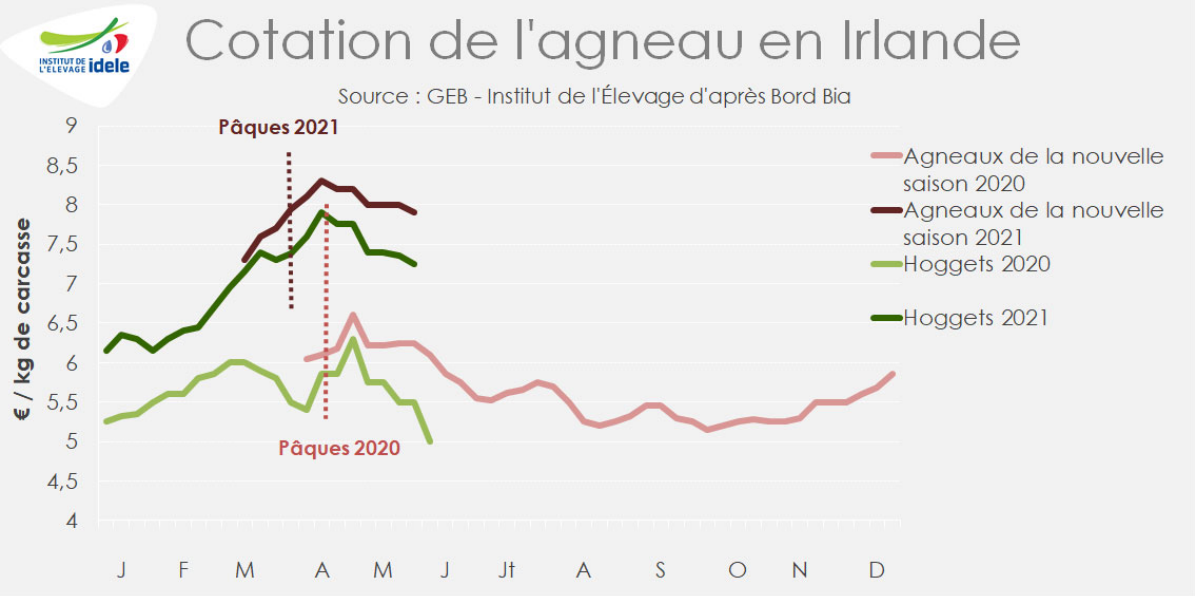
Irlande : des approvisionnements toujours restreints

Les **approvisionnements** sont toujours limités face à une demande intérieure élevée. En semaine 21, les *Hoggets* étaient cotés 7,25 €/kg, soit +1,75 € /2020 et les agneaux de printemps 7,90 €/kg, soit +1,65 € /2020.

La plupart des éleveurs ovins irlandais étant passés à l'**agnelage tardif**, les sorties d'agneaux de printemps se poursuivent à de bas niveaux. Les sorties *d'Hoggets* diminuent parallèlement et de façon saisonnière, faisant baisser d'autant le disponible à l'export.

En mai, les **abattages** d'ovins irlandais étaient toujours ralentis (-6% /2020) si bien que les effectifs cumulés de janvier à mai ont chuté de -8% /2020. De plus, les importations d'agneaux vivants d'Irlande du Nord ont chuté depuis le *Brexit*. On s'attend à un regain des abattages en juin, où davantage d'agneaux seront finis.

Du fait d'une offre restreinte, les **exportations** irlandaises de viande ovine sont restées faibles en mars 2021 : -19% /2020, à 3 130 téc. Elles ont reculé, notamment vers le Royaume-Uni (-54%) et la France (-41%). Avec des prix extrêmement élevés, les envois ont toutefois progressé en valeur.

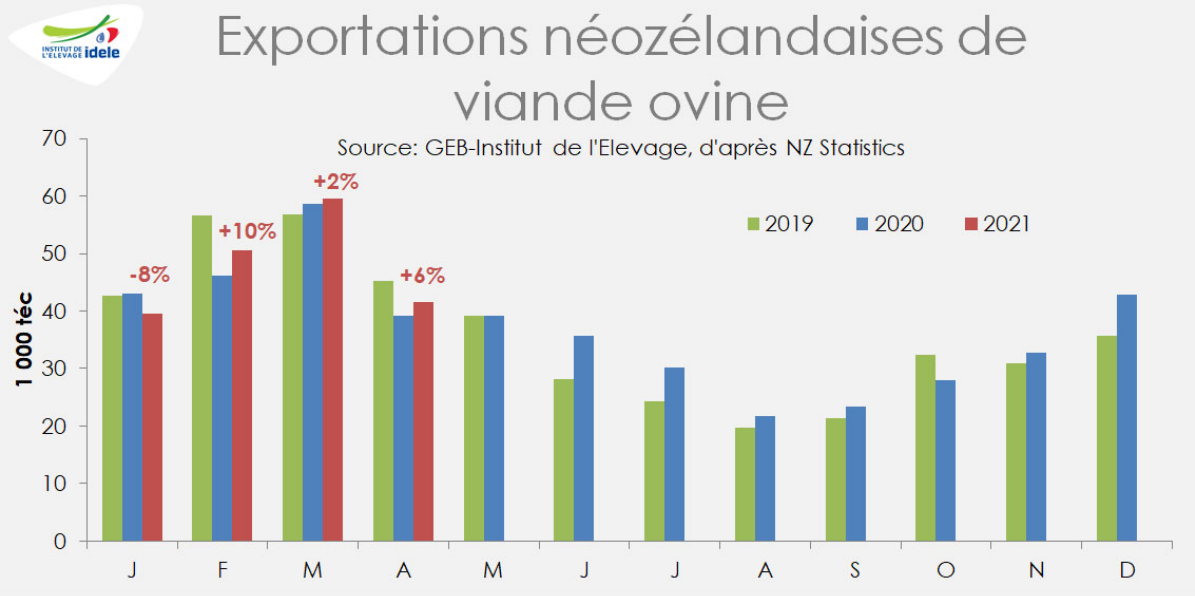


Nouvelle-Zélande : une production et des envois haussiers malgré un cheptel amoindri

Après un regain en mars, les **abattages** sont restés dynamiques en avril : +17% de viande ovine produite en volume, du fait de sorties abondantes d'agneaux (+12% /2020) et de réformes (+50%). Depuis mars, la Nouvelle-Zélande est entrée dans sa saison automnale, particulièrement sèche cette année, pouvant expliquer les sorties abondantes d'agneaux malgré un cheptel qui ne cesse de reculer.

Le **déficit de sorties d'agneaux destinés à l'export** devrait demeurer au 2nd semestre 2021, selon *AgriHQ*, en lien avec un cheptel en repli. Ce déficit devait accentuer la baisse saisonnière des sorties d'agneaux en Nouvelle-Zélande et ainsi provoquer une hausse conjointe des prix à l'export et de la cotation néozélandaise.

Les **exportations** de viande ovine ont parallèlement progressé d'une année sur l'autre en avril : +6%, avec des hausses vers la Chine (+6%), le Royaume-Uni (+18%) et la France (+50%). Comparés à avril 2019, les envois sont en revanche en baisse de -8%, avec notamment un fort repli vers le Royaume-Uni (-28%) et la France (-26%), mais une hausse vers la Chine (+11%) : rappelons en effet qu'en avril 2020, les envois néozélandais vers l'UE avaient été nettement freinés par la pandémie de Covid-19.



La révalorisation du lait de chèvre se poursuit, avec une collecte baissière

Dernière révision le 15 juin 2021

Malgré une collecte baissière en France et le repli des importations, les fabrications de fromages de chèvre se sont bien maintenues, au détriment de la reconstitution des stocks de produits de report. Les disponibilités se tendent légèrement, alors que la demande des ménages tire le marché.

Dans ce contexte, le prix moyen du lait de chèvre a évolué favorablement en France au 1er trimestre, sous l'effet de la hausse du prix de base et de la nette amélioration de sa composition. Cependant, les éleveurs doivent faire face à des hausses de prix des charges supérieures.

+4% /2020, c'est la hausse du prix du lait de chèvre payé au 1er trimestre 2021,

Dernière révision le 15 juin 2021

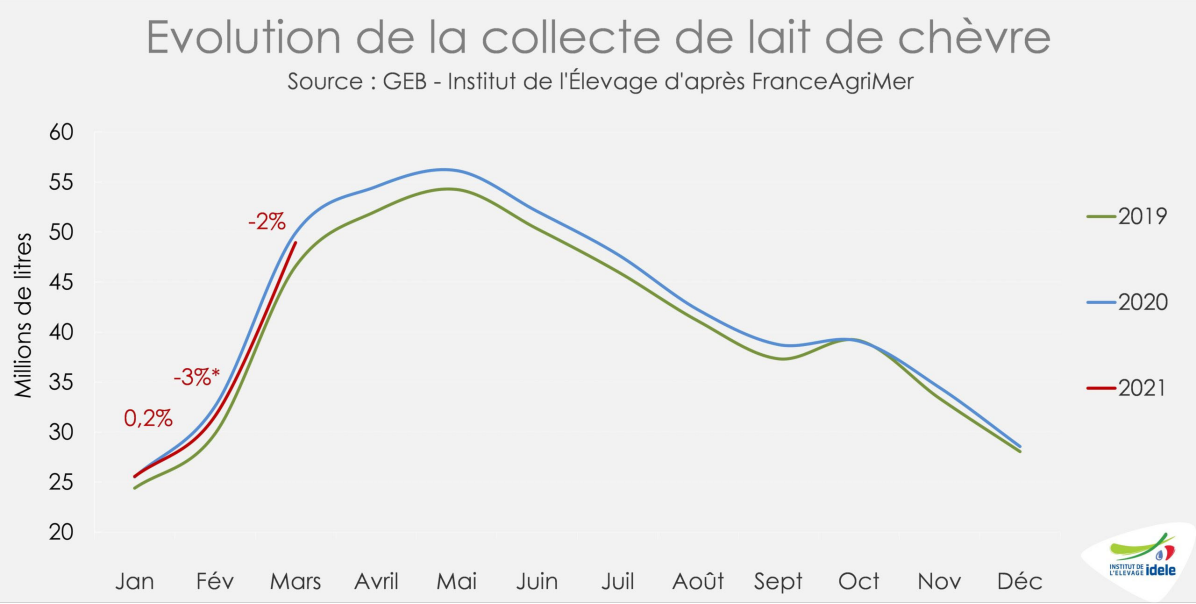
qui s'établit à 789 €/1 000 litres.

Un marché domestique dynamique

Dernière révision le 15 juin 2021

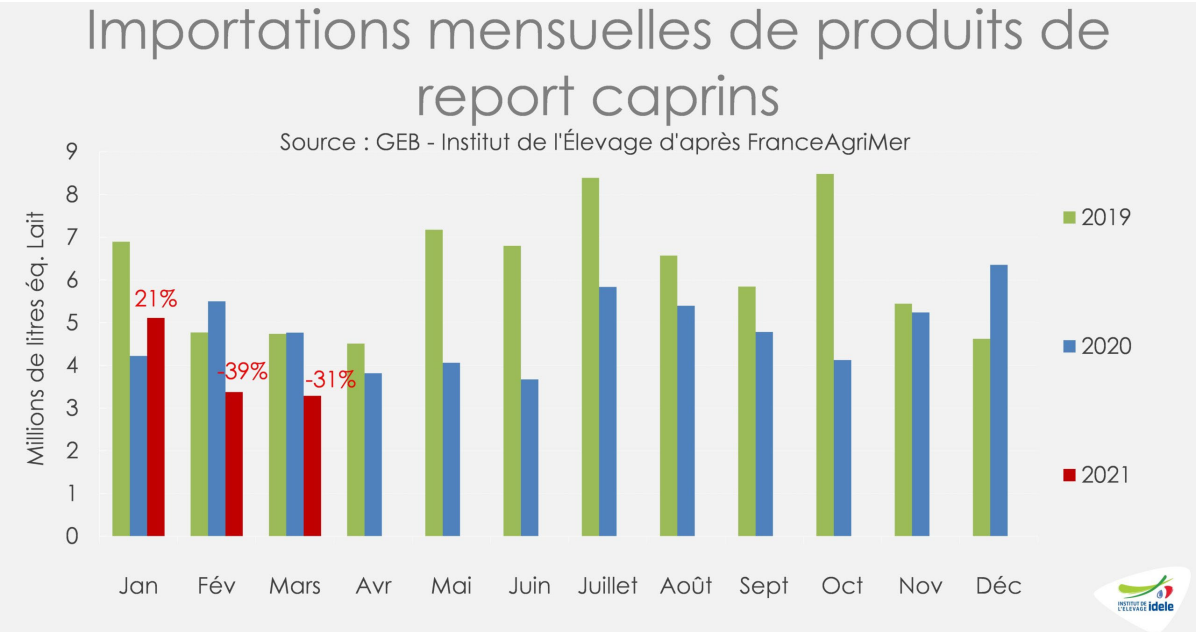
Malgré une collecte baissière en France et le repli des importations, les fabrications de fromages de chèvre se sont bien tenues, au détriment de la reconstitution des stocks de produits de report. Les disponibilités se tendent légèrement alors que la demande des ménages tire le marché.

Une collecte à la baisse



A 106 millions de litres fin mars, la collecte cumulée au 1er trimestre de lait de chèvre a baissé de -2% par rapport à 2020 (-1% après neutralisation de l'effet année bissextile), soit près de -2 millions de litres. La mauvaise qualité des fourrages distribués en début d'année a freiné les performances zootechniques des chèvres. Par ailleurs, ce repli est accentué en cette période de hausse saisonnière de la collecte par l'allongement des lactations, et en conséquence la diminution de mises bas.

La baisse de collecte dans l'Hexagone a été plus importante dans le Centre-Val de Loire, où 9,8 millions de litres ont été collectés depuis le début de l'année, soit 7% de moins qu'au 1er trimestre 2020. La Nouvelle-Aquitaine, principal bassin de production de lait de chèvre avec 45% des volumes, enregistre une évolution semblable, avec un peu moins de 47 millions de litres livrés à l'industrie, soit -4% /2020. Dans les bassins de production plus récents, comme les Pays-de-la-Loire ou l'Occitanie, la collecte a été stable (avec 20 et 14 millions de litres collectés respectivement).

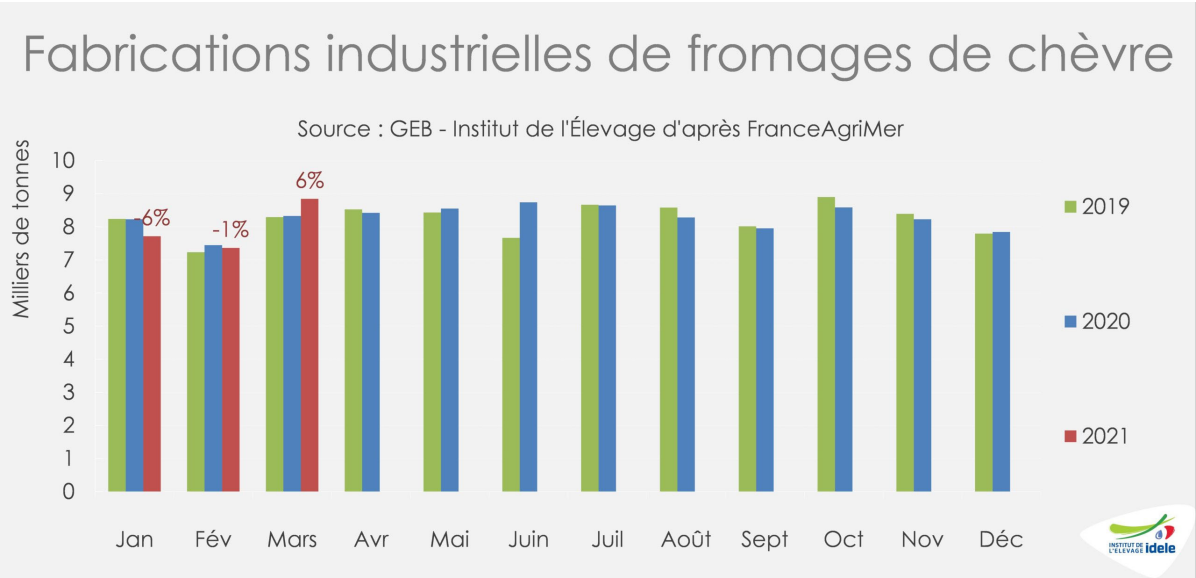


Simultanément à la baisse de la collecte française, les importations de produits de report se sont encore repliées (-19% /2020 ;-3 millions de litres), à près de 12 millions de litres au 1er trimestre, une tendance amorcée il y a un.

En effet, le bond de la collecte française et les difficultés logistiques rencontrées par les transformateurs pour absorber cette ressource avaient déjà limité les importations en 2020 (ce qui s'est traduit par un net repli de la collecte espagnole de lait de chèvre et des prix à la production). Face à une collecte nationale en hausse et à une demande dynamique des ménages, les transformateurs se sont trouvés dans l'impossibilité de reconstituer les stocks de produits de report pendant les huit premiers mois de l'année, une conjoncture qui a joué à la faveur de la revalorisation du lait de chèvre français. Ainsi, les disponibilités nationales et la demande en fromages au lait de chèvre dans le marché domestique ont guidé l'approvisionnement industriel.

Dans ce contexte, la renationalisation de la fourniture du marché, un phénomène amorcé en 2018, s'est poursuivie. Le repli des importations de produits de report caprins pourrait se prolonger dans les mois à venir, dans ce nouvel équilibre du marché.

Les fabrications de fromages stables et ciblées tant bien que mal, pour un marché domestique dynamique



Malgré cet approvisionnement en berne (-4% /2020, à 118 millions de litres), les transformateurs ont maintenu leurs fabrications de fromages de chèvre à près de 24 000 tonnes au premier trimestre 2021. Après un net tassement des fabrications fromagères en janvier (-6% /2020, à 8 230 t), celles-ci ont repris une bonne dynamique en février (+2% /2020 après neutralisation de l'effet de l'année bissextile, soit 7 360 t), puis ont bondi en mars (+6% /2020, à 8 840 t).

En effet, les transformateurs privilégient aujourd'hui l'approvisionnement du marché intérieur dynamique aux exportations et à la reconstitution des stocks. Les achats des ménages ont bondi de près de +4% en volume au 1er trimestre selon le panel IRI-CNIEL, malgré un prix moyen en hausse de 2% /2020. Les confinements de 2020 ont redynamisé les ventes de fromages de chèvre dans les rayons libre-service des GMS : de +7% en volume cumulé annuel mobile jusqu'en mars 2021.

En revanche, les exportations de fromages de chèvre ont souffert de la baisse des disponibilités. Elles sont demeurées ralenties depuis le printemps 2020, en recul de -7% au 1er trimestre 2021, à 5 540 t.

Lait de chèvre et viande » Prix du lait de chèvre »

La composition du lait de chèvre booste le prix du lait payé aux livreurs

Dernière révision le 15 juin 2021

Le prix moyen du lait de chèvre a évolué favorablement en France au 1er trimestre, sous l'effet de la hausse du prix de base et de la nette amélioration de sa composition. Cependant, les éleveurs doivent faire face à des hausses de prix des charges supérieures.

Hausse du prix de base du lait de chèvre

Le prix de base du lait de chèvre s'est établi à 683 € les 1 000 litres au 1er trimestre, soit une progression de 19 € d'une année sur l'autre (+3%). En effet, les transformateurs ont revalorisé le prix de base du lait français, dans un contexte de renationalisation de l'approvisionnement industriel et des stocks au plus bas et dans le sillage des négociations entamées dans le cadre de la loit EGAlim.

Le prix de base demeure le plus élevé dans le bassin du Sud-Est, à 748 €/1 000 litres au 1er trimestre, (+2,1% /2020), devant le Sud-Ouest, à 687 €/1 000 litres (+2,9% /2020). Suivent de près les bassins du Centre et du Centre-Ouest, à respectivement 685 € et 673 €/1 000 litres (soit +1,3% et +3,5%).

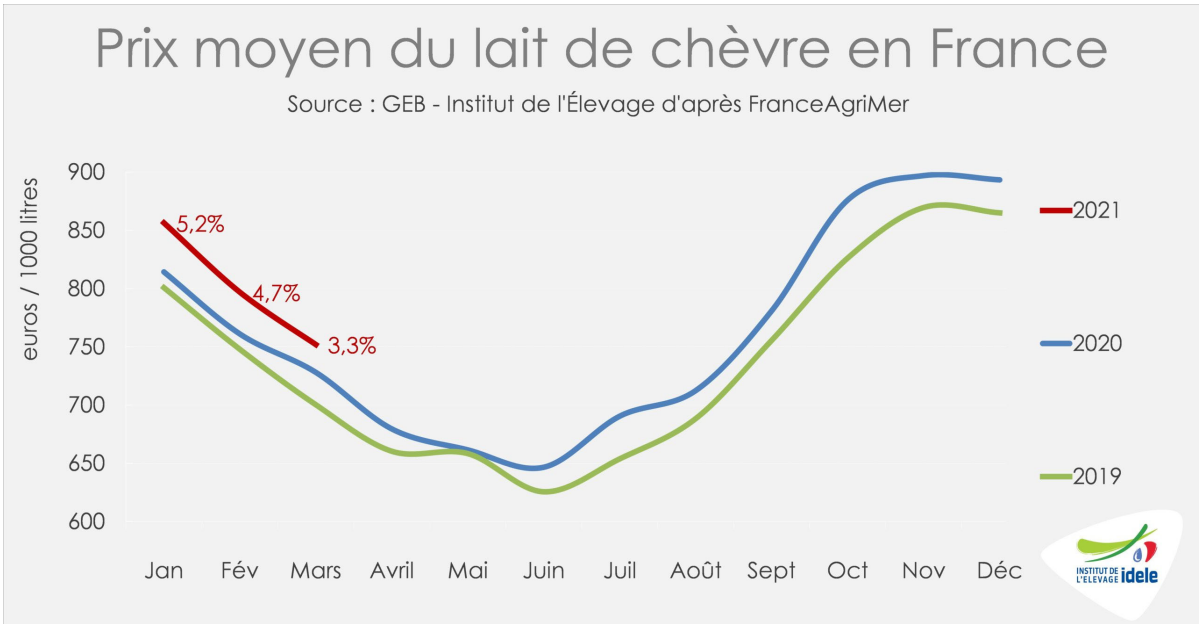
Amélioration de la composition du lait collecté

Après une année marquée par la fragile stabilité de la composition du lait de chèvre, celle-ci s'est nettement améliorée au 1er trimestre 2021.

Le **taux butyreux** s'est amélioré en janvier, mais cette belle lancée a été ralentie en février et mars. Au 1er trimestre, il se situe à 42,7 g /litre (moyenne nationale), soit +0,6 g/l en un an. Seul le bassin du Sud-Ouest enregistre un net recul du taux butyreux, de -1,8 g/l (s'établissant à 39,2 g/l).

Le **taux protéique** a suivi la même évolution, et se situe à 36,7 g /litre en moyenne sur le 1er trimestre, soit + 0,9 g/l /2020. Cette amélioration concerne tous les bassins de production en France.

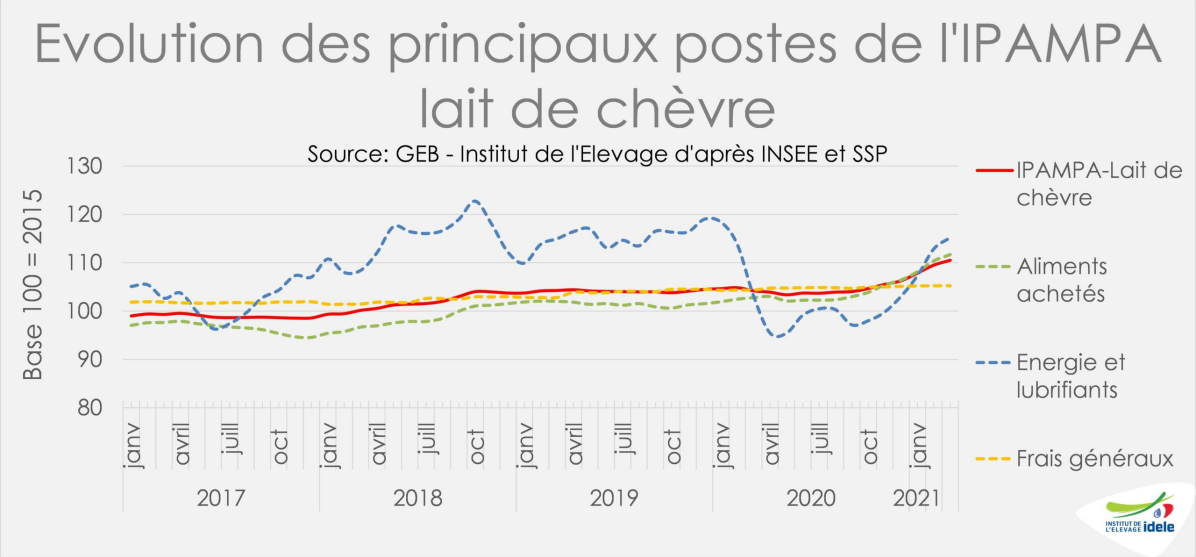
Appréciation plus rapide du prix du lait payé aux livreurs



L'amélioration de la composition du lait collecté au 1er trimestre s'est traduite par une nette progression du prix moyen payé aux producteurs. A 789 €/1 000 litres au 1er trimestre (+4,3% /2020), la moyenne nationale se situe 32 € au-dessus du niveau de 2020 et près de 42 € au-dessus de celui de 2019.

D'après l'enquête prix du lait menée par l'Institut de l'Élevage, sans surprise, le prix moyen plus élevé se trouve dans la région Sud-Est (836 €/1 000 litres, soit +2,4% /2020), suivi du Centre (817 €/1 000 litres, soit +2,8% /2020), où la proportion des fromages sous AOP est plus importante. Mais c'est dans les bassins du Centre-Ouest et du Sud-Ouest où les prix moyens ont davantage progressé (à 742 €/1 000 litres, soit +5,1% /2019 et 776 €/1 000 litres, soit +3,5% /2020 respectivement).

Nette hausse du prix des charges en élevage au 1er trimestre



Simultanément, la hausse des prix des charges en élevage caprin, amorcée au 4ème trimestre 2020, s'est poursuivie en ce début d'année, se situant à un niveau supérieur à celui connu l'an passé à pareille époque.

A l'indice 109,3 en moyenne au 1er trimestre (base 100 = 2015), l'IPAMPA s'est en effet positionné +6,1% au-dessus de son niveau de 2020, essentiellement du fait de la flambée des prix de l'aliment acheté (+9% /T1 2020), poste qui représente 60% des coûts de production. A l'indice 104,4, la hausse de l'indice moyen sur les 12 derniers mois est cependant moins prononcée, égale à +1,3% d'une année sur l'autre (contre +3,7% pour le prix moyen).

Où va le lait de vache collecté et transformé en France ?

Dernière révision le 15 juin 2021

Ce *Dossier Économie de l'Élevage* propose une photographie de la destination du lait collecté et transformé en France en 2019. Soit juste avant la pandémie de Covid-19, qui, en imposant la fermeture des restaurants une bonne partie de l'année, a déformé la part relative des différents circuits de distribution dans la consommation nationale de produits laitiers. Cet état des lieux sert aussi de référence pour mesurer les évolutions conjoncturelles et plus structurelles que génère cette crise sanitaire majeure.



En 2019, les produits laitiers français consommés par les ménages avaient valorisé 42% de la ressource laitière transformée en France, soit un peu plus que les exportations de produits laitiers (40%). Loin derrière, le débouché agro-alimentaire n'avait utilisé que 12% de la ressource laitière française, devant la restauration hors domicile (RHD) à 6%. La place des produits laitiers à base de lait français varie fortement selon les débouchés intérieurs : elle est prédominante dans les achats des ménages et de la RHD (respectivement 90% et 73% des volumes). En revanche, elle est secondaire dans les achats en ingrédients laitiers des IAA (industries agro-alimentaires non laitières).

Estimée à 21,7 milliards de litres équivalent lait en 2019, la consommation française de produits laitiers se compose pour 2/3 de produits laitiers fabriqués en France et pour 1/3 de produits importés. Plus de la moitié des volumes consommés (52%) est achetée par les ménages, loin devant les IAA (38,5%) et la RHD (9,5% en 2019). La consommation française de produits laitiers est déséquilibrée : elle utilise beaucoup plus de matière grasse que de matière protéique. Ce déséquilibre se répercute sur le commerce extérieur : la France est légèrement déficitaire en matière grasse et très excédentaire en matière protéique. D'un côté, notre pays importe surtout des produits riches en matière grasse (beurre cube et crème vrac), mais aussi des fromages et secondairement des ingrédients secs. Le beurre et la crème importés sont essentiellement achetés par les IAA non laitières de même que les ingrédients secs.

De l'autre, la France exporte des produits de grande consommation (fromages, beurre plaquette, crème, ultra-frais), dont la composition est globalement équilibrée, mais aussi des ingrédients secs riches en protéines. En somme, les exportations totales de produits laitiers valorisent plus de la moitié de la collecte nationale pour le composant protéique mais moins du tiers pour le composant matière grasse.

Cette situation se répercute sur la valeur du commerce extérieur même si les matières grasses exportées sont plus chères que les matières grasses importées. La France enregistre un déficit structurel en beurre et en crème (-490 millions € en 2019), mais en revanche un excédent commercial en fromages (+1,4 Mrd €) de même qu'en ingrédients secs (+1,2 Mrd €). Tous produits laitiers confondus, la France a dégagé un excédent commercial de +3,45 Mrds € : solde entre des exportations (7,55 Mrds €) et des importations (4,1 Mrds €).

Où va le lait de vache collecté et transformé en France ? – Dossier Économie de l'Élevage – N° 513 – Octobre 2020